



**Programme National d'Approvisionnement
en Eau Potable et d'Assainissement
à l'horizon 2015 [PN-AEPA 2015]**

**RAPPORT BILAN ANNUEL
AU 31 DECEMBRE 2012**

Table des matières

RESUME EXECUTIF	vii
INTRODUCTION	10
I. BILAN PHYSIQUE 2012 DES REALISATIONS D'OUVRAGES	13
1.1 Ouvrages d'approvisionnement en eau potable	13
1.1.1 Milieu rural	13
1.1.2 Milieu urbain	17
1.2 Ouvrages d'assainissement	18
1.2.1 Milieu rural	18
1.2.2 Milieu urbain	23
II. CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS ET RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MILIEU URBAIN	24
2.1 CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS	24
2.1.1 Renforcement des capacités de gestion du secteur AEPA	24
2.1.2 Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau	31
2.1.3 Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG	33
2.1.4 Mise en place des instruments du PN-AEPA	36
2.2 Renforcement des capacités en milieu urbain	38
III. BILAN D'EXECUTION FINANCIERE 2012	40
3.1 Milieu rural	40
3.1.1 Bilan financier global de l'AEPA	40
3.1.2 Bilan financier du Cadre unifié des interventions de l'AEPA	40
3.1.3 Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEP	41
3.1.4 Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)	43
3.2 Milieu urbain	46
3.2.1 Bilan financier global en millions de FCFA	46
3.2.2 Bilan financier des réalisations AEP (en millions de FCFA)	46
3.2.3 Bilan financier des réalisations AEUE (en milliers de FCFA)	46
IV. ANALYSE DES PERFORMANCES ET EVOLUTION DES INDICATEURS	47
4.1 Eau potable	47
4.1.1 Milieu rural	47
4.1.2 Milieu urbain	51
4.2 Assainissement des eaux usées et excreta	52
4.2.1 Milieu rural	52
4.2.2 Milieu urbain	53
V. FINANCEMENT DU PN-AEPA	54
5.1 Milieu rural	54
5.2 Milieu urbain	55
5.2.1 Mobilisation des ressources : volume et répartition des financements	55
5.2.2 Indicateurs de performance financière	57
VI. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES	57
6.1 Milieu rural	57
6.2 Milieu urbain	57
Conclusion	58

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)	ix
Tableau 2: Planification annuelle des ouvrages d'AEP à réaliser pour l'atteinte des OMD.	10
Tableau 3: Planification annuelle des ouvrages d'AEUE à réaliser pour l'atteinte des OMD.	10
Tableau 4: Réalisation de forages équipés de pompe, Puits Modernes, AEPS	13
Tableau 5 : Nombre de forages non équipés par région	14
Tableau 6: Réhabilitation de forages équipés de pompe, de puits modernes et d'AEPS	14
Tableau 7: Extension d'AEPS	15
Tableau 8 : Réalisations d'ouvrages d'eau potables en milieu urbain	17
Tableau 9 : Constructions de nouveaux ouvrages dans les écoles	18
Tableau 10 : Nouvelles constructions d'ouvrages d'assainissement dans les CSPS	18
Tableau 11 : Réalisation de latrines neuves dans les lieux publics	19
Tableau 12 : Construction de nouvelles latrines familiales améliorées	19
Tableau 13 : Construction de nouveaux puisards domestiques	20
Tableau 14 : Réhabilitation de latrines dans les écoles	21
Tableau 15 : Réhabilitation des latrines dans les CSPS	21
Tableau 16 : Réhabilitation des latrines publiques	22
Tableau 17 : Réhabilitation de latrines familiales	22
Tableau 18 : Réalisation d'ouvrages d'AEUE en milieu urbain	23
Tableau 19: Situation de mise en œuvre au 31-12-2012 de la première phase du contrat	24
Tableau 20: Pool AT COWI, missions d'assistance technique court terme réalisées au 31/12/2012, programmation 2012	25
Tableau 21 : Pool AT COWI, missions d'assistance technique court terme en cours de réalisation au 31/12/2012	26
Tableau 22 : Pool AT COWI, missions d'assistance technique court terme programmées en 2012 mais pas encore démarrées au 31/12/2012	27
Tableau 23: Situation des PCD-AEPA	28
Tableau 24: situation des PCD-AEPA en cours de réalisation	29
Tableau 25: Récapitulatif des études menées au cours de l'année 2012.	30
Tableau 26: situation des AUE	31
Tableau 27: Situation des artisans réparateurs	32
Tableau 28: Situation de la gestion des AEPS	32
Tableau 29: Situation des formations au profit des acteurs régionaux	33
Tableau 30: suivi des formations au niveau central (PDRH 2012 DU PFC AFD-DANIDA-GIZ)	35
Tableau 31: Bilan des souscriptions des leaders	37
Tableau 32: Bilan des sessions de formation de 2012	39
Tableau 33: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)	40
Tableau 34 : Exécution financière du CUI selon les sources de financement (en millions de FCFA)	40
Tableau 35: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)	41
Tableau 36: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)	42
Tableau 37: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)	43
Tableau 38: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)	44
Tableau 39: Réalisations financières des constructions de puisards domestiques	45
Tableau 40: Bilan financier des éléments de subvention des latrines familiales (briques et dalles) du budget de l'Etat 2012	45
Tableau 41 : Taux d'exécution financière globale	46
Tableau 42 : Taux d'exécution financière de l'AEP	46
Tableau 43 : Taux d'exécution financière de l'AEUE	46
Tableau 44 : Taux de fonctionnalité des PEM et des AEPS en 2012	47
Tableau 45 : Evolution du taux d'accès à l'eau potable par région (%)	48
Tableau 46 : Analyse comparative des réalisations de 2012 par rapport à la prévision OMD	49
Tableau 47 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en PEM (puits ou forages) pour l'atteinte des OMD	50
Tableau 48 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en AEPS pour l'atteinte des OMD	50
Tableau 49 : Cumul des réalisations de bornes fontaines et estimation des besoins pour l'atteinte des OMD	51
Tableau 50 : Récapitulatif des réalisations physiques en AEP depuis le démarrage du PN-AEPA	51
Tableau 51 : Evolution du taux d'accès à l'eau potable	52
Tableau 52 : Analyse comparative des réalisations de 2012 par rapport à la prévision OMD	52
Tableau 53 : Cumul des réalisations annuelles des ouvrages d'assainissement	52
Tableau 54 : Taux d'équipement des centres de santé en latrines	53
Tableau 55 : Récapitulatif des réalisations physiques en assainissement depuis le démarrage du PN-AEPA	53
Tableau 56 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain	54
Tableau 57 : Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement (en millions de FCFA)	54

Tableau 58 : Répartition du financement acquis du PN-AEPA selon les sources (financements externes, internes, ONG)	55
Tableau 59 : Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement AEP (en milliards de francs CFA)	57
Tableau 60 : proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement Assainissement (en milliards de francs CFA)	57

Liste des figures

Figure 1: Carte comparative du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural par rapport à la cible OMD	49
--	----

Sigles et abréviations

ABS	: Appui Budgétaire Sectoriel
ACF	: Association Chant de Femme
AEPA	: Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
AEPS	: Adduction d'Eau Potable Simplifiée
AEUE	: Assainissement des Eaux Usées et Excreta
AGETEER	: Agence d'Exécution des Travaux Eau et Equipement Rural
AMOC	: Assistance à la Maitrise d'Ouvrage Communal
ANP-SEPAB	: Association Nationale des Professionnels du Secteur de l'Eau Potable et de l'Assainissement
ASDI	: Agence Suédoise de Développement Internationale
ATPC	: Assainissement Total Piloté par les Communautés
ATPL	: Assainissement Total Porté par les Leaders
AUE	: Association des Usagers de l'Eau
BAD	: Banque Africaine de Développement
BPO	: Budget Programme par Objectif
CISAB	: Comité Interministériel de Suivi de l'Appui Budgétaire
CNEau	: Conseil National de l'Eau
CNP	: Comité National de Pilotage
EAA	: Eau et Assainissement pour l'Afrique
CRP	: Comité Régional de Pilotage
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CUI	: Cadre Unifié d'Intervention
DGAUE	: Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excreta
DGRE	: Direction Générale des Ressources en Eau
DRAH	: Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Hydraulique
DUE	: Délégation de l'Union Européenne
ENA	: Enquête Nationale sur l'Assainissement
FEER	: Fonds de l'Eau et de l'Equipement Rural
GIRE	: Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IEC	: Information Education et Communication
IFU	: Identification Financière Unique
INO	: Inventaire National des Ouvrages d'approvisionnement en eau potable en milieu rural
INS	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
IOTA	: Installations, Ouvrages, Travaux, Activités
JICA	: Agence Japonaise de Coopération Internationale
KFW	: Coopération Financière Allemande
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEA	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSA	: Opérationnalisation de la Stratégie Nationale d'Assainissement
OSEP	: Organisation du Sport à l'Ecole Primaire
PAGIRE	: Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PCD-AEPA	: Plan Communal de Développement Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
PEA	: Poste d'Eau Autonome
PEA/BM	: Programme Eau et Assainissement Banque Mondiale
PEA/GIZ	: Programme Eau et Assainissement de la Coopération Internationale Allemande
PEM	: Point d'Eau Moderne
PFC	: Protocole de Financement Commun
PMH	: Pompe à Motricité Humaine
PSEU	: Projet Sectoriel Eau en milieu Urbain
PN-AEPA	: Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement

SCADD : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SIG : Système d'Information Géographique
VIP : Ventilated Improved Pit (Latrine à fosses ventilées)

RESUME EXECUTIF

Au 31 décembre 2012, le bilan d'exécution des activités du PN AEPA se résume comme suit:

1. Réalisation d'ouvrages d'eau potable et d'assainissement

Eau potable en milieu rural :

Le bilan des réalisations des ouvrages d'eau potable s'établit comme suit :

- 1 911 forages neufs ont été réalisés sur une prévision de 2222 forages soit un taux d'exécution 86%.
- 2227 forages ont été réhabilités sur une prévision de 3 030 forages soit un taux d'exécution 73,7%.
- 71 puits moderne neufs ont été réalisés sur une prévision de 60 puits soit un taux d'exécution 118,3%.
- 17 puits moderne ont été réhabilités sur une prévision de 23 puits soit un taux d'exécution 73,9%.
- 62 AEPS neuves ont été réalisées sur une prévision de 36 AEPS/PEA soit un taux d'exécution 172,2 %.
- 8 AEPS ont été réhabilitées sur une prévision de 7 AEPS/PEA soit un taux d'exécution 114,3%.

Le montant total dépensé pour les réalisations de ces travaux est de 21 527,1 millions FCFA pour une prévision de 26 269,5 millions FCFA soit un taux moyen de 81,9%.

Eau potable en milieu urbain :

La synthèse de l'avancement physique au 31/12/2012 est la suivante :

- Augmentation de la capacité de production de 3 296 m³/j pour une prévision de 3 856 soit un taux d'exécution 85%.
- Augmentation de la capacité de stockage de 8 500 m³ pour une prévision de 8 900 soit un taux d'exécution de 96%.
- Pose de 603 km de réseau pour une prévision de 703 soit un taux d'exécution de 86%.
- Réalisation de 28 626 branchements particuliers une prévision de 28 000 soit un taux d'exécution de 102%.
- Réalisation de 296 bornes fontaines pour une prévision de 297 soit un taux d'exécution de 100%.

Sur le plan financier, le montant des investissements s'élève à 19 093,955 millions de FCFA sur une prévision de 19 629 millions soit un taux de réalisation de 97%.

Assainissement des Eaux Usées et Excréta en milieu rural :

La situation des ouvrages d'assainissement réalisés en 2012 se présente comme suit:

- 582 latrines réalisées dans les écoles avec 136 réservées aux filles sur une prévision de 634 soit un taux d'exécution de 88,6%;
- 169 latrines réalisées dans les centres de santé sur une prévision de 234 soit un taux d'exécution de 72,2%.
- 294 latrines dans les lieux publics (marchés et gares) sur une prévision de 374 soit un taux d'exécution de 79,0%.
- 26 943 latrines familiales sur une prévision de 57 386 soit un taux d'exécution de 47%..

Le montant total dépensé pour l'assainissement EUE est de 5018,8 millions FCFA pour une prévision globale de 7897,6 millions FCFA soit un taux d'exécution relativement faible de 63,5%.

Assainissement des Eaux Usées et Excréta en milieu urbain :

La synthèse de l'avancement physique au 31/12/2012 est la suivante :

- Raccordement de 154 usagers au réseau collectif sur une prévision de 430 soit un taux d'exécution de 36%.
- Réalisation de 16 306 ouvrages à usage familial sur une prévision de 12 000 soit un taux d'exécution de 136%.

- Réalisation de 255 blocs de latrines scolaires et lieux publics sur une prévision de 250 soit un taux d'exécution de 102%.
- Pose de 23 km de réseau d'assainissement collectif sur une prévision de 23 soit un taux d'exécution de 100%.
- Réalisation de 16 326 puisards sur une prévision de 18 000 soit un taux d'exécution de 91%.

Sur le plan financier, le montant des investissements s'élève à 3 802,81 millions de FCFA sur une prévision de 5 422 millions soit un taux de réalisation de 70%.

2. Cadre Unifié des Interventions (CUI) en milieu rural

Les activités réalisées dans le cadre du CUI et les résultats atteints se résument ainsi qu'il suit :

Dans le cadre de la Planification et la maîtrise d'ouvrage des projets quatre-vingt-deux (82) PCD-AEPA ont été élaborés et validés techniquement par les DRAH. Ce qui porte le total des PCD-AEPA validés à 261 dont 144 sont adoptés par les communes

Dans le cadre du renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau, les résultats suivants ont été atteints dans le cadre de la mise en œuvre de la Réforme : 6339 AUE ont été mises en place depuis le début de la mise en œuvre de la réforme dans 8 602 villages et secteurs, soit un taux de 76,7%. Sur les 6339 AUE existantes 4422 sont reconnues au 31 décembre 2012, soit un taux de 69,8%.

Sur 692 Artisans Réparateurs (AR) existants, 400 ont été agréés, soit 57,8% et 81 conventions ont été signées avec les communes dont 14 en 2012

Au titre de la gestion par affermage des mini réseaux d'adduction d'eau potable(AEPS), on note que sur 688 AEPS existants, 243 sont gérés par délégations soit un taux de 35,3%.

Du fait de la méconnaissance et du faible niveau d'appropriation des outils de mise en œuvre de la Réforme des acteurs au niveau des régions, des formations ont été organisées à leur profit dans le cadre de la stratégie de généralisation de la Réforme.

Dans le cadre du renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG, au total 79 arrêtés d'octroi d'agrément techniques ont été pris depuis 2010 dont 40 arrêtés pour les bureaux d'études et 39 arrêtés pour les entreprises. Au total, 347 entreprises et bureaux d'études ont été agréés.

Plusieurs formations ont été faites au profit des agents des DRAH, de la DGRE, de la DGAEUE et du secteur privé. Les thèmes abordés sont entre autre, Suivi-évaluation et gestion de base de données (Access), Assistance à la mise en place d'un système de GRH et transfert d'expertise, Modélisation des systèmes d'approvisionnement en eau potable, Intermédiation sociale et communication pour un changement de comportement en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, les outils du PN-AEPA.

Dans le cadre de la mise en place des instruments du PN-AEPA, afin d'assurer une meilleure visibilité des actions menées et assurer une diffusion efficace de l'information :

- Des ateliers de collectes de données pour l'alimentation du portail de l'eau se sont tenus dans les 13 régions.
- le rapport grand public et l'annuaire statistique 2011 ont été élaborés, édités et diffusés ;
- un ensemble d'émissions et de jeux radiophoniques dans le but de sensibiliser les auditeurs en vue de susciter un changement de comportements favorables à l'assainissement du cadre de vie des populations s'est produit et diffusé sur 20 radios dans toutes les 13 régions
- la tenue d'un atelier de formation à la mise en œuvre de l'approche de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) s'est tenu en janvier 2012 à Kougoussi et l'initiative ATPL a été officiellement lancée lors du SaniThon organisé en juillet 2012 à Ouagadougou
- les 10ème et 11ème CRP, les 15ème et 16ème CNP, l'atelier de la revue du PN-AEPA/PAGIRE, les réunions du CaPa, les journées mondiales de l'eau et des toilettes, le forum de l'eau et de l'assainissement à Dakar, le forum mondial de l'eau de Marseille et la rencontre de haut niveau de Washington se sont tenues aux cours de l'année 2012

Dans le cadre du suivi évaluation du PN-AEPA, les activités telles l'évaluation externe des phases 2007-2010 du programme, l'enquête de satisfaction des bénéficiaires du PN-AEPA, la restitution de la base de données INO mise à jour en 2011, la collecte des données pour la mise à jour de la base de données INO 2012 et celle relative aux ouvrages d'assainissement, les travaux pour l'élaboration de la proposition d'opérationnalisation du dispositif de suivi évaluation du volet assainissement du PN-AEPA se sont réalisés aux cours de l'année.

3. Financement du secteur

Financements en milieu rural :

Tableau 1: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)

Financement	Prévision 2012	Dépenses 2012	Taux (%)
Budget Etat (ABS + ressources propres)	20 982,9	18 447,3	87,9
PTF (appui projets)	13 616,5	10 232,1	75,1
ONG/Associations	6 857,2	5 530,4	80,7
Communes	1 146,0	672,9	58,7
Total	42 602,8	34 882,7	81,9

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Le montant global des financements acquis en 2012 au profit du sous-secteur de l'eau potable et de l'assainissement s'élève à 42 602,8 millions de FCFA avec une exécution financière de 34 882,7 millions de FCFA soit un taux de 81,96%. Ces dépenses se répartissent entre les charges récurrentes et les investissements.

Financements en milieu urbain :

Le taux d'exécution financière est de 91% soit avec une réalisation de 22 897 millions de FCFA pour une prévision de 25 051 millions de FCFA.

4. Analyse des performances et évolution des indicateurs

En milieu rural :

Le taux d'accès calculé en fin 2012, sans tenir compte du critère d'âge, a permis de prendre en compte 430 477 personnes additionnelles qui étaient considérées comme n'ayant pas accès à l'eau potable en plus des 305 409 personnes additionnelles grâce aux réhabilitations et les nouvelles réalisations faites en 2012. Ce qui fait passer le taux d'accès de 58,5% en 2011 à 63% en 2012

Le taux d'accès à l'assainissement n'a pas été estimé en 2012.

En milieu rural urbain :

Le taux d'accès à l'eau potable en 2012 est de 84% soit une amélioration de 4 points par rapport à son niveau de 2011 qui était de 80% et dépasse la cible annuelle contractuelle d'un point. La population additionnelle desservie en eau potable en 2012 est de 329 167 personnes.

Le taux d'accès à l'assainissement en 2012 est de 27% soit une amélioration de 3 points par rapport à son niveau de 2011 mais reste cependant en dessous de la cible annuelle contractuelle qui était de 31%. La population additionnelle ayant accès au service d'assainissement adéquat en 2012 est de 176 723 personnes.

INTRODUCTION

Le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (PN-AEPA) à l'horizon 2015 a pour objectif général de réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de personnes n'ayant pas un accès adéquat à l'eau potable et à l'assainissement en 2005 selon les normes, critères et indicateurs adoptés en la matière. En visant l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'eau potable et à l'assainissement, le PN-AEPA s'intègre dans la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD).

Il est défini en volets rural et urbain, comportant chacun une composante « approvisionnement en eau potable » et une composante « assainissement des eaux usées et excréta ». La mise en œuvre du volet rural est placée sous la responsabilité de la Direction générale des ressources en eau (DGRE), de la Direction générale de l'assainissement des eaux usées et excréta (DGAEUE) et des directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement. Le volet urbain est placé sous la responsabilité de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) dans le cadre de son plan de développement 2005-2015 en relation avec les collectivités territoriales.

Objectifs du programme :

L'objectif spécifique du PN-AEPA pour l'eau potable en milieu rural est de faire progresser le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural de 52% en 2005 à 76% en 2015. La cible de 2012 retenue dans la matrice de performance du secteur est de 64%. Afin d'atteindre l'objectif fixé à l'horizon 2015, il faudrait réaliser un certain nombre d'ouvrages par an. La planification annuelle de ces ouvrages est fournie dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2: Planification annuelle des ouvrages d'AEP à réaliser pour l'atteinte des OMD.

AEP	Prévision OMD 2012	Prévision OMD 2013	Prévision OMD 2014	Prévision OMD 2015
Réalisation de PEM communautaires	1 634	1 634	1 634	1 634
Réalisation de PEM institutionnels (école et CSPS)	1061	1061	1060	1060
Réalisation d'AEPS	74	73	74	74

Source : BPO 2012-2014 du PN-AEPA en milieu rural

Au niveau de l'assainissement en milieu rural, le programme prévoit de faire passer le taux d'accès de 10% en 2005 à 54% d'ici à 2015. L'objectif de 54% avait été fixé sur la base d'une estimation faite au démarrage du PN-AEPA en 2005, mais l'Enquête sur l'accès des ménages aux ouvrages d'assainissement familial (ENA) réalisée par la DGAEUE en 2010 a montré que plus de 9 personnes sur 10 vivant en milieu rural n'ont pas accès à l'assainissement familial. En termes de réalisation d'ouvrages d'assainissement, la planification annuelle pour l'atteinte des objectifs est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3: Planification annuelle des ouvrages d'AEUE à réaliser pour l'atteinte des OMD.

AEUE	Prévision OMD 2012	Prévision OMD 2013	Prévision OMD 2014	Prévision OMD 2015
Réalisation de latrines familiales	78 388	85 039	91 689	98 342
Réalisation de puisards domestiques	11 954	13 075	14 196	15 315
Réhabilitation de latrines familiales	22 468	24 152	25 835	27 519
Réalisation de latrines publiques	1 219	1 219	1 219	1 219
Réalisation de latrines dans les écoles	520	520	520	520
Réalisation de latrines dans les CSPS	153	153	153	153

Source : BPO 2012-2014 du PN-AEPA en milieu rural

Méthodologie d'élaboration des rapports :

L'avancement périodique du PN-AEPA est apprécié à travers les rapports bilans semestriel et annuel élaborés par les structures de coordination (DGRE, DGAEUE et ONEA) et soumis à l'examen et à la validation du Comité National de Pilotage (CNP/PN-AEPA). Le rapport bilan annuel est aussi présenté lors de l'atelier national de la revue annuelle conjointe du PN-AEPA et du PAGIRE. Ce rapport alimente également le rapport de performance élaboré dans le cadre du suivi évaluation de la SCADD.

Il est établi sur la base de plusieurs sources et dispositifs de collecte d'informations. Il s'agit principalement des rapports bilans régionaux, du rapport annuel d'avancement du PN-AEPA en milieu urbain, des données du Budget Programme par Objectif (BPO) pour le volet rural, et des résultats de l'opération 2012 en milieu rural de « la mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et la collecte d'information relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta ».

Pour le volet rural, les données des réalisations physiques 2012 ont été fournies par l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta » conformément au dispositif de suivi-évaluation du PN-AEPA. Celles des programmations physiques et financières 2012 sont les programmations révisées issues du rapport bilan semestriel adopté à la 16^{ème} session ordinaire du CNP/PN-AEPA du 19 octobre 2012. L'exécution financière a été calculée sur la base des paiements effectués. Pour le cas spécifique du budget de l'Etat alloué au secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural (appui budgétaire sectoriel et fonds propres), l'information financière a été fournie par le circuit intégré de la dépense en dotation, en engagé visé et en paiement.

Les rapports bilans annuels régionaux adoptés lors des 12^{ème} sessions ordinaires des Comités Régionaux de Pilotage (CRP/PN-AEPA) tenues entre le 29 janvier et le 19 février 2013, fournissent les informations détaillées sur les activités réalisées et les difficultés rencontrées par certains acteurs dans la mise en œuvre du programme. Certains rapports régionaux ont été élaborés uniquement sur la base des informations transmises par les acteurs (Projets/Programmes, Associations/ONG, Structures déconcentrées de l'Etat, Communes...) et ils devront encore être finalisés sous réserve de la prise en compte des résultats de la collecte effectuée sur le terrain à travers l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta ».

A l'instar de celle de 2011, la collecte de données de 2012 a été menée conjointement par la DGRE, la DGAEUE et les DRAH. Toutefois l'opération de 2012 a comporté quelques spécificités par rapport à celle de 2011. En effet, vu la programmation de 2012, il était attendu la réalisation d'un grand nombre d'ouvrages d'assainissement familial. Aussi, il a été retenu d'organiser la collecte en deux étapes :

- la première étape s'est déroulée du 25 juin au 18 juillet 2012 : elle a consisté en l'identification et en la collecte des informations sur les latrines nouvellement réalisées dans les ménages, les écoles et les lieux publics (gares, marchés et lieux de culte) et aussi sur les équipements en blocs de latrines de tous les CSPS ;
- la seconde étape s'est déroulée du 16 novembre au 16 décembre 2012 : elle a consisté en l'identification et en la collecte de toutes les informations sur les ouvrages d'AEP et sur tous les autres ouvrages d'assainissement réalisés dans les ménages, les CSPS, les écoles et les lieux publics (gares, marchés et lieux de culte) après la première collecte de juillet 2012.

L'opération a été supervisée par les DRAH avec l'appui de la DGRE et de la DGAEUE. Les fiches ont ensuite été acheminées à la DGRE et à la DGAEUE qui ont procédé chacune au contrôle, à la saisie, à l'apurement et au traitement des données. En retour, les résultats provisoires de l'AEP ont été transmis aux DRAH le 20 janvier 2013 et ceux de l'AEUE le 25 janvier 2013.

Pour la mise en œuvre par l'ONEA du volet urbain du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (PN-AEPA) en milieu urbain, un comité opérationnel de suivi dudit programme a été mis en place par l'ONEA. Le comité opérationnel, composé de l'ensemble des parties prenantes du PN-AEPA (Direction du Projet Ouaga, Direction de la Planification et des Investissements, Direction de l'Assainissement, Direction Financière, Département Contrôle de Gestion), joue le rôle de cheville ouvrière.

A cet effet, le comité opérationnel est chargé de :

- la supervision de la mise en œuvre de l'ensemble du PN-AEPA au niveau opérationnel ;
- la collecte, l'analyse, la validation des informations émanant des différentes opérations ;
- l'arbitrage et la prise de décisions pour corriger les écarts qui sont notés.

Le comité opérationnel prépare les réunions trimestrielles du comité interne de supervision et lui soumet pour validation les rapports du PN-AEPA (rapports trimestriel, semestriel et annuel d'avancement, rapport annuel sur la gestion et les performances). Il est également chargé de fournir aux différentes instances externes, les informations demandées sur la mise en œuvre du PN-AEPA sous le format et la périodicité requises.

Au regard de l'importance et de la diversité de ses tâches, l'animation du comité opérationnel se fait sur la base d'outils communs et partagés assurant la transparence, la cohérence et l'anticipation des actions.

Au niveau du processus de planification les outils suivants sont mis en place par opération :

- l'équipe projet et la définition des rôles et responsabilités ;
- le cadre logique ;
- le planning détaillé mis à jour (selon une périodicité bien définie) ;
- le plan de passation des marchés mis à jour (selon une périodicité bien définie) ;
- le plan d'assurance qualité ;
- la cartographie des risques ;
- la stratégie de communication et de conduite du changement.

Le pilotage du PN-AEPA par le comité opérationnel se fait à travers les deux outils que sont le rapport d'avancement et le tableau de bord de suivi. Le rapport d'avancement qui précise les points clés de l'avancement, les principales difficultés, les décisions et les échéances pour leur exécution. Il est élaboré par les responsables d'opération selon une périodicité mensuelle. Il y a également le tableau de bord de suivi qui renseigne le suivi des activités/délais (sur la base du planning), l'atteinte des résultats (sur la base du cadre logique), le suivi du PPM, le suivi financier, le suivi des risques, le suivi des conditionnalités des PTF, le suivi des recommandations des missions. Il est élaboré par les responsables d'opération selon une périodicité mensuelle. Les informations collectées doivent être synthétiques mais suffisantes pour détecter les écarts et prendre ou proposer les mesures correctives idoines. Ces informations doivent permettre également de rédiger les rapports d'avancement et de répondre aux demandes d'informations des autres instances sur le PN-AEPA.

Les instances de gouvernance du PN-AEPA urbain sont :

- le comité opérationnel chargé de la collecte auprès des responsables d'opérations et de l'élaboration du rapport du PN –AEPA en milieu urbain;
- le comité interne de suivi chargé de la validation des rapports trimestriels et annuel du comité opérationnel, de préparer et présenter les rapports du PN-AEPA au Comité National de Pilotage et au Comité de supervision des activités de l'ONEA ;
- l'audit externe dont le rôle est de valider les résultats de l'ONEA et les présenter au comité de supervision ;
- le comité de supervision est chargé de la validation du rapport du comité interne de suivi, formuler des recommandations visant à résoudre les difficultés et à corriger les dysfonctionnements, Suivi des recommandations

Le présent rapport présente une vue d'ensemble des activités réalisées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012 dans le cadre de la mise en œuvre du PN-AEPA.

I. BILAN PHYSIQUE 2012 DES REALISATIONS D'OUVRAGES

1.1 Ouvrages d'approvisionnement en eau potable

1.1.1 Milieu rural

1.1.1.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 4: Réalisation de forages équipés de pompe, Puits Modernes, AEPS

Régions	PEM NEUFS							AEPS NEUVES			
	Forages neufs			Puits modernes neufs			Total PEM neufs				
	Prévision	Réalisation	taux de réalisation (%)	Prévision	Réalisation	taux de réalisation (%)		Prévision	Réalisation	taux de réalisation (%)	Nombre de bornes fontaines réalisées
Boucle du Mouhoun	139	116	83,5	0	5	-	121	4	4	100,0	19
Cascades	142	91	64,1	1	0	0,0	91	0	2	-	4
Centre	71	93	131,0	0	0	-	93	1	5	500,0	17
Centre-Est	94	149	158,5	5	15	300,0	164	7	6	85,7	30
Centre-Nord	214	60	28,0	0	0	-	60	3	3	100,0	11
Centre-Ouest	157	169	107,6	0	14	-	183	1	3	300,0	11
Centre-Sud	135	189	140,0	4	6	150,0	195	2	8	400,0	21
Est	315	188	59,7	45	15	33,3	203	1	5	500,0	10
Hauts-Bassins	133	88	66,2	0	5	-	93	4	2	50,0	12
Nord	79	118	149,4	5	9	180,0	127	4	9	225,0	23
Plateau-Central	139	100	71,9	0	0	-	100	6	5	83,3	27
Sahel	448	450	100,4	0	2	-	452	3	9	300,0	25
Sud-Ouest	156	100	64,1	0	0	-	100	0	1	-	7
National	2 222	1 911	86,0	60	71	118,3	1 982	36	62	172,2	217

Source: Rapports 12^{ème} CRP ; INO 2012

En 2012, 1 982 PEM ont été réalisés sur l'ensemble du territoire en milieu rural, soient 1 911 forages équipés de pompes à motricité humaine et 71 puits modernes. Ces réalisations sont inférieures à celles de l'année 2011, avec moins de 14 PEM. Aussi, 62 systèmes de distributions ont-ils été réalisés avec 217 bornes fontaines contre 35 avec 120 bornes fontaines en 2011.

Le taux d'exécution des forages est de 86% pour une prévision de 2 222. Toutefois 571 des 1 911 forages équipés en 2012 sont des reports des années antérieures. Les plus grands nombres de forages réalisés sont enregistrés dans les régions du Sahel (450), du Centre-Sud (189) et de l'Est (188).

Bien que les forages soient préconisés en matière d'AEP en milieu rural pour plus de sécurité et de potabilité de l'eau, certains acteurs continuent de réaliser des puits modernes. En 2012 la majorité des puits a été réalisée dans les régions du Centre-Est (15), de l'Est (15) et du Centre-Ouest (14).

Sur une programmation de 32 AEPS, 62 ont été réalisées soit un taux d'exécution de 172,2%. Pour ce qui concerne les systèmes de distributions (AEPS/PEA), les plus grands nombres sont enregistrés dans les régions du Sahel (9), du Nord (9) et du Centre-Sud (8). La plus faible réalisation est observée dans la région du Sud-Ouest avec une seule AEPS.

D'une manière générale, les taux d'exécution sont satisfaisants au niveau national quel que soit le type d'ouvrage. Les taux d'exécution supérieurs à 100% sont dus notamment aux reports des années antérieures et aux interventions des acteurs dont les programmations n'avaient pas été communiquées aux DRAH.

Les résultats de l'INO montrent qu'au 31 décembre 2012, 710 forages réalisés au cours des années antérieures ne sont toujours pas équipés. Le tableau ci-dessous donne la répartition par région.

Tableau 5 : Nombre de forages non équipés par région

Régions	Boucle du Mouhoun	Cascades	Centre	Centre Est	Centre Nord	Centre Ouest	Centre Sud	Est	Hauts Bassins	Nord	Plateau Central	Sahel	Sud Ouest	National
Forages non équipés	57	8	35	41	89	46	29	66	60	62	37	113	67	710

Source: INO 2012

Certains forages n'étaient pas encore équipés au passage des Points Focaux lors de la mise à jour de l'Inventaire National des ouvrages d'AEP

1.1.1.2 Réalisations physiques des réhabilitations d'ouvrages

Tableau 6: Réhabilitation de forages équipés de pompe, de puits modernes et d'AEPS

REGIONS	PEM réhabilités							AEPS réhabilités		
	Forages réhabilités			Puits modernes réhabilités			Total PEM	Prévision	Réalisation	taux de réalisation (%)
	Prévision	Réalisation	taux de réalisation (%)	Prévision	Réalisation	taux de réalisation (%)				
Boucle du Mouhoun	482	397	82,4	2	2	100,0	399	1	0	0,0
Cascades	106	55	51,9	1	1	100,0	56	0		-
Centre	139	81	58,3	6	2	33,3	83	2	0	0,0
Centre-Est	106	83	78,3	8	8	100,0	91	0		-
Centre-Nord	169	327	193,5	0		-	327	2	2	100,0
Centre-Ouest	236	74	31,4	0	0	-	74	0	1	-
Centre-Sud	211	200	94,8	6	4	66,7	204	0		-
Est	235	130	55,3	0	0	-	130	0		-
Hauts-Bassins	275	243	88,4	0	0	-	243	1	0	0,0
Nord	135	78	57,8	0	0	-	78	0	3	-
Plateau-Central	333	310	93,1	0	0	-	310	1	1	100,0
Sahel	305	139	45,6	0	0	-	139	0	1	-
Sud-Ouest	288	110	38,2	0	0	-	110	0	0	-
National	3020	2227	73,7	23	17	73,9	2244	7	8	114,3

Source: Rapports 12^{ème} CRP

En plus des nouvelles réalisations, et dans le but d'améliorer la fonctionnalité des PEM existants, des réhabilitations ont été effectuées. Ce sont 2 227 forages, 17 puits et 8 systèmes de distribution qui ont été réhabilités en 2012. Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux de 2011 pour les forages, légèrement supérieurs pour les systèmes de distribution et inférieurs pour les puits qui étaient respectivement de 965 forages, 8 systèmes de distribution et 19 puits modernes.

Ce bilan physique montre que des efforts sont fournis par les acteurs du secteur pour entretenir et améliorer l'état de fonctionnement du parc des ouvrages d'AEP en milieu rural.

Tableau 7: Extension d'AEPS

REGIONS	Programmation ajustée	Réalisation	Taux de réalisation
Boucle du Mouhoun	2	3	150
Cascades	2	0	0,0
Centre	0	0	-
Centre-Est	0	0	-
Centre-Nord	0	0	-
Centre-Ouest	0	0	-
Centre-Sud	0	0	-
Est	0	0	-
Hauts-Bassins	1	1	100,0
Nord	0	0	-
Plateau-Central	2	0	0,0
Sahel	0	0	-
Sud-Ouest	0	0	-
National	7	4	57,1

Source: Rapports 12ème CRP

Les activités réalisées en 2012 ont aussi porté sur les travaux d'extension de 4 systèmes de distribution existants sur 7 prévus, soit un taux d'exécution de 57,1%. Ces réalisations ont été enregistrées dans les régions de la Boucle du Mouhoun (3) et des Hauts-Bassins (1).

1.1.1.3 Difficultés rencontrées et propositions de solutions

Des difficultés sont rencontrées et subsistent dans la mise en œuvre des activités à plusieurs niveaux :

Collectivités territoriales et structures déconcentrées :

- la faible capacité technique de certaines communes ne leur permet pas d'assurer leur rôle de maître d'ouvrage communal ;
- l'insuffisance de ressources humaines et matérielles au niveau des DRAH ne leur permet pas d'assurer leur mission d'appui technique aux communes dans la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage communale ;
- le lancement des marchés de petites tailles par les communes éloignées des grandes villes occasionne des appels d'offres infructueux et le recrutement de prestataires défaillants ;
- le manque d'anticipation et la lourdeur dans les processus de passation des marchés ralenti la mise en œuvre des travaux ;
- la signature tardive des conventions entre les maîtres d'ouvrages délégués (AGETEER, FEER) et les DRAH est en partie la cause du démarrage tardif des travaux financés sur les crédits délégués ;
- la mobilité du personnel aux niveaux des communes (Secrétaires Généraux qui sont les présidents des commissions d'attributions des marchés) ne favorisant pas la consolidation des expériences acquises.

Suivi et planification des interventions :

- la faible communication entre les acteurs engendre la persistance d'interventions anarchiques. Cette situation ne permet pas un ciblage systématique des besoins prioritaires de la commune. Dans le cadre des réhabilitations de forages par exemple, des coïncidences sont souvent constatées dans le choix des sites identifiés selon les sources de financements ; entraînant ainsi la reprise des diagnostics dans certains cas ;
- la faible exhaustivité des données collectées auprès des acteurs (projets/programmes, ONG/Associations, communes...) ne permet pas d'obtenir une programmation cohérente et maîtrisée ;
- la faible ou l'absence de supervision des points focaux communaux dans certaines régions lors des collectes de données influe négativement sur la fiabilité des informations collectées par ces derniers.

Technique et prestation des entreprises :

- la présence des métaux lourds à concentration élevée dans certaines régions telle que le Nord (arsenic) entraîne la fermeture des forages contaminés ;
- les défaillances technique et financière de certaines entreprises conduisent souvent au non respect des délais contractuels, à la résiliation des marchés et à la réalisation d'ouvrages de mauvaise qualité.

Financier :

- le retard accusé dans le transfert des fonds aux communes pour les travaux de réhabilitation des forages entraîne un retard dans l'exécution de ces travaux ;
- les retards de décaissements des fonds sur budget national entraînent le ralentissement les activités.

Pour remédier à ces difficultés, des propositions et suggestions sont formulées pour les différents niveaux :

Collectivités territoriales et structures déconcentrées :

- accompagner les communes dans la mise en place de leurs services techniques afin qu'elles assurent pleinement leur rôle de maitre d'ouvrage communal ;
- Renforcer les capacités humaines et matérielles des DRAH pour l'appui conseil et la supervision des travaux dans les communes ;
- encourager la communauté des communes notamment dans les appels d'offres pour la réalisation et la réhabilitation des ouvrages.

Suivi et planification des interventions :

- promouvoir les échanges entre les acteurs et les communes avant l'exécution de toutes programmations de réalisation ou de réhabilitation d'ouvrage ;
- renforcer la sensibilisation des entreprises et des élus locaux sur l'importance des procédures de déclaration et de fourniture d'informations sur les ouvrages (fiches IOTA) ;
- continuer la sensibilisation des acteurs (projets/programmes, ONG/Associations, Communes...) sur la nécessité de fournir des informations fiables sur leurs programmations et leurs réalisations ;
- renforcer la supervision régionale des points focaux lors des collectes de données pour améliorer la fiabilité des informations afin de contribuer à une bonne planification des investissements.

Technique et prestation des entreprises

- être rigoureux dans la sélection des prestataires (entreprises et bureaux d'études) pour la réalisation des ouvrages en procédant systématiquement à une vérification approfondie de leurs capacités ;
- élaborer un référentiel de prix du secteur en vue de le faire prendre en compte dans le référentiel global par le Ministère de l'économie et des finances ;
- faire respecter les propositions contenues dans les offres lors de l'exécution des marchés et procéder avec diligence aux paiements des décomptes des entreprises ;
- tenir compte du contexte hydrogéologique dans l'allocation des ressources financières pour les régions défavorisées ;
- suivre rigoureusement la qualité des eaux lors des réalisations des ouvrages et contrôler régulièrement cette qualité dans les zones à risques de contamination.

Financier :

- transmettre le programme d'investissement sur les réhabilitations d'ouvrages aux communes dans les meilleurs délais ;
- permettre la révision des budgets dans les situations d'inflation des prix des matériaux pour permettre aux entreprises de terminer les chantiers.

1.1.2 Milieu urbain

1.1.2.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 8 : Réalisations d'ouvrages d'eau potables en milieu urbain

DR-ONEA	Réseau (Km)			BP (Nbre)			BF (Nbre)			Capacité de stockage (m3)			Capacité de production (m3/j)		
	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)
DRO	410	436	106	16 000	17 452	109	133	193	145	6 000	6 000	100	-	-	-
DRB	50	50	100	7 357	4 089	56	64	27	42	-	-	-	2 720	880	32
DRNE	116	44	38	2 266	2 833	125	33	38	116	150	-	0	480	496	103
DRNO	128	73	49	2 376	3 619	152	67	38	57	2 750	2 500	91	656	1 920	293
ONEA	703	603	86	28 000	28 626	102	297	296	100	8 900	8 500	96	3 856	3 296	85

Source : ONEA, 2012

L'état d'avancement des travaux est de 86% pour le réseau, 102% pour les branchements privés, 100% pour les bornes fontaines, 96% pour l'augmentation de la capacité de stockage et 85% pour l'augmentation de la capacité de production:

L'avancement de cette composante est globalement satisfaisant. Ces performances ont été enregistrées grâce à l'exécution des projets et programmes financés par les partenaires techniques et financiers à savoir : (i) la phase intermédiaire du projet Ziga financée par l'AFD, la BEI et l'IDA (Projet Sectoriel Eau en milieu Urbain (PSEU) à Ouagadougou), (ii) le PSEU à Bobo-Dioulasso, Koudougou et Dédougou, (iii) le programme eau assainissement dans la région du Sud-Ouest financé par la KFW d'une part et par l'appui budgétaire sectoriel et les fonds propres de l'ONEA d'autre part

1.1.2.2 Difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux

- Le retard accusé dans la passation des marchés de l'AEP Houndé qui n'a permis de raccorder qu'un seul forage. En effet un seul forage sur trois prévus a été raccordé pour seulement 480 m³/j contre une prévision de 2 720 m³/j.
- La défaillance de l'entreprise en charge de la construction de station de pompage à Bobo-Dioulasso, du château d'eau de 1 000 m³ à Koudougou et du château d'eau de 500 m³ à Dédougou dans le cadre du PSEU.
- Les difficultés d'exonération de la TVA à l'importation des marchés hors taxes hors douane pour les entreprises étrangères. La conséquence de cette situation est le blocage en douane des fournitures et équipements importés.
- La livraison tardive du matériel de raccordement du réseau dans le cadre des extensions sur fonds propres.

1.2 Ouvrages d'assainissement

1.2.1 Milieu rural

1.2.1.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 9 : Constructions de nouveaux ouvrages dans les écoles

REGIONS	Prévisions		Réalisations		Taux de réalisation (%)	
	Prévisions globales	Réservées aux filles	Globales	Réservées aux filles	Globales	Réservées aux filles
Boucle du Mouhoun	61	29	57	27	93,4	93,1
Cascades	16	1	10	1	62,5	100,0
Centre	26	2	20	1	76,9	50,0
Centre-Est	92	1	52	1	56,5	100,0
Centre-Nord	19	7	15	6	78,9	85,7
Centre-Ouest	104	50	104	50	100,0	100,0
Centre-Sud	25	7	21	4	84,0	57,1
Est	17	4	13	3	76,5	75,0
Hauts-Bassins	86	0	40	0	46,5	-
Nord	88	4	84	4	95,5	100,0
Plateau-Central	74	0	23	5	31,1	-
Sahel	23	0	28	0	121,7	-
Sud-Ouest	3	0	95	34	1133,3	-
National	634	105	562	136	88,6	129,5

Source : Rapports 12^{ème} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

Le taux de réalisation global des latrines dans les écoles est satisfaisant avec 88,6%. Les taux de réalisation les plus faibles sont observés dans les régions du Plateau Central (31,5%) et des Hauts Bassins (46,5%). Dans les 4 régions (Cascades, Centre-Ouest, Centre-Sud et Sahel), couvertes par le projet BAD/4R, la plus part des réalisations 2012 sont des reports de 2011.

Les plus grands nombres de réalisations sont observés dans les régions du Centre-Ouest (104), du Sud-Ouest (95) et du Nord(84). Par contre, les plus faibles sont ceux des régions de Cascades (10), de l'Est (13) et du Centre-Nord (15).

Dans les régions du Sud-Ouest et du Sahel, les taux d'exécution respectifs de 1133,3% et de 121,7% s'expliquent par un manque d'informations sur le niveau de programmation réel. Cette difficulté particulièrement soulignée chaque année par les Directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement nécessite qu'une attention soit accordée.

Tableau 10 : Nouvelles constructions d'ouvrages d'assainissement dans les CSPS

REGIONS	Prévisions	Réalisations	Taux (%) de réalisation
Boucle du Mouhoun	11	11	100,0
Cascades	68	3	4,4
Centre	7	2	28,6
Centre-Est	12	8	66,7
Centre-Nord	7	7	100,0
Centre-Ouest	56	56	100,0
Centre-Sud	2	16	800,0
Est	9	7	77,8
Hauts-Bassins	14	13	92,9
Nord	23	21	91,3
Plateau-Central	3	7	233,3
Sahel	6	14	233,3
Sud-Ouest	16	4	25,0
National	234	169	72,2

Source : Rapports 12^{ème} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

En 2012, la programmation des latrines dans les CSPS était concentrée dans 2 des 4 régions couvertes par le projet BAD-4R (Cascades et Centre-Ouest), mais seule la région du Centre-Ouest a pu réaliser des ouvrages avec un taux d'exécution de 100%. Les marchés au niveau des régions des Cascades et du Sahel ayant été résiliés pour cause de défaillance des entreprises. Le taux de réalisation global de 72,2% est néanmoins satisfaisant.

Les plus grands nombres de réalisations sont observés dans les régions du Centre-Ouest (56) et du Nord(21). Par contre, les plus faibles sont ceux des régions du Centre (2), des Cascades (3) et du Sud-Ouest (4).

Dans les régions du Centre-Sud, du Plateau Central et du Sahel, les taux d'exécution respectifs de 800% et de 233,3% s'expliquent par un manque d'informations sur le niveau de programmation réel.

Tableau 11 : Réalisation de latrines neuves dans les lieux publics

REGIONS	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (%)
Boucle du Mouhoun	22	20	90,9
Cascades	6	12	200,0
Centre	18	16	88,9
Centre-Est	7	6	85,7
Centre-Nord	4	4	100,0
Centre-Ouest	43	43	100,0
Centre-Sud	181	81	44,8
Est	3	2	66,7
Hauts-Bassins	2	20	1000,0
Nord	36	34	94,4
Plateau-Central	30	30	100,0
Sahel	22	22	100,0
Sud-Ouest	0	4	-
National	374	294	79,0

Source : Rapports 12ème CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

Les plus grands nombres de réalisations sont observés dans les régions du Centre-Sud (81), Centre-Ouest (43) et du Nord (34). Par contre, les plus faibles sont ceux des régions de l'Est (2), du Centre-Nord (4) et du Sud-Ouest (4). Le taux d'exécution global de 79% est satisfaisant. Le même problème d'appréhension de la programmation par les directions régionales se pose dans la région des Hauts-Bassins qui enregistre un taux de réalisation de 1000%.

Tableau 12 : Construction de nouvelles latrines familiales améliorées

REGIONS	Prévisions ajustées	Latrines non subventionnées	Latrines subventionnées	Réalisations	Taux de réalisation (%)
Boucle du Mouhoun	2 635	349	618	967	36,7
Cascades	503	158	75	233	46,3
Centre	2 819	610	1 709	2 319	82,3
Centre-Est	16 278	103	5 092	5 195	31,9
Centre-Nord	4 092	165	2 181	2 346	57,3
Centre-Ouest	3 119	189	1 401	1 590	51,0
Centre-Sud	247	163	62	225	91,1
Est	3 550	184	756	940	26,5
Hauts-Bassins	5 183	120	3 716	3 836	74,0
Nord	13 501	232	5 410	5 642	41,8
Plateau-Central	3 418	63	3 128	3 191	93,4
Sahel	1 900	127	94	221	11,6
Sud-Ouest	141	143	95	238	168,8
National	57 386	2606	24337	26 943	47,0

Source : Rapports 12ème CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

En 2012, 26 943 latrines améliorées neuves ont été réalisées. Les deux régions pilotes, Nord et Centre-Est, qui ont bénéficié des éléments de subvention de l'Etat (dalles et briques) en 2011, tiennent le score avec respectivement 5642 et 5195 latrines nouvellement construites soit 40% du total des réalisations. Les latrines subventionnées représentent 90% du total des réalisations ce qui dénote de la nécessité de l'accompagnement financier et le renforcement des actions de sensibilisation pour susciter la réalisation des latrines par les ménages eux-mêmes.

Par ailleurs, le nombre de latrines non subventionnées réalisées en 2012 est inférieur à celui de 2011 (2 606 contre 3251) de 645 latrines, ce qui est dû en partie à l'accroissement de l'offre en latrines subventionnées et aussi de la facilité d'accès à certaines subventions.

L'écart entre les programmations (57 386) et les réalisations (26 943) est très important (30 443) et se justifie en partie par l'intervention de certains acteurs sans activités IEC au préalable et par la programmation de certains acteurs sans financement acquis.

Tableau 13 : Construction de nouveaux puisards domestiques

REGIONS	Prévisions ajustées	Réalizations			Taux de réalisation (%)
		Non subventionnés	subventionnés	Total	
Boucle du Mouhoun	0	41	25	66	-
Cascades	181	16	8	24	13,2
Centre	0	34	0	34	-
Centre-Est	0	2	1	3	-
Centre-Nord	0	3	15	18	-
Centre-Ouest	0	37	12	49	-
Centre-Sud	1	4	10	14	1400,0
Est	0	77	18	95	-
Hauts-Bassins	0	14	10	24	-
Nord	10	10	8	18	180,0
Plateau-Central	0	1	0	1	-
Sahel	0	3	3	6	-
Sud-Ouest	0	17	34	51	-
National	192	259	144	403	209,8

Source : Rapports 12ème CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

En 2012, seulement trois régions (Cascades, Centre-Sud et Nord) ont programmé la réalisation de 192 puisards domestiques. Au total 403 puisards domestiques ont été réalisés. Des puisards ont été subventionnés sans qu'il n'y ait une programmation communiquée aux DRAH. La majorité des puisards réalisés soit 64,3% n'a pas été subventionnée.

1.2.1.2 Réalisations physiques des réhabilitations d'ouvrages

Tableau 14 : Réhabilitation de latrines dans les écoles

REGIONS	Prévisions ajustées		Réhabilitations		Taux de réalisation (%)	
	Globales (nombres de blocs)	Réservées aux filles (nombres de blocs)	Globales (nombres de blocs)	Réservées aux filles (nombres de blocs)	Globales (nombres de blocs)	Réservées aux filles (nombres de blocs)
Boucle du Mouhoun	0	0	0	0	-	-
Cascades	0	0	0	0	-	-
Centre	4		17	1	425,0	-
Centre-Est	4	0	2	0	50,0	-
Centre-Nord	0	0	0	0	-	-
Centre-Ouest	0	0	1	0	-	-
Centre-Sud	0	0	2	0	-	-
Est	0	0	3	1	-	-
Hauts-Bassins	0	0	0		-	-
Nord	1	0	0	0	0,0	-
Plateau-Central	0	0	0	0	-	-
Sahel	0	0	1	0	-	-
Sud-Ouest	3	0	0	0	0,0	-
National	12	0	26	2	216,7	-

Source : Rapports 12ème CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

Six (06) régions sur les treize ont réhabilité des latrines scolaires. Parmi elles, quatre (04) ont fait des réalisations sans programmation et deux ont fait des programmations sans réalisation. La région du Centre a réalisé un taux de 425% qui confirme encore les commentaires précédents sur l'insuffisance de coordination des acteurs du domaine.

Tableau 15 : Réhabilitation des latrines dans les CSPS

REGIONS	Prévisions ajustées	Réhabilitations	Taux de réalisation (%)
Boucle du Mouhoun	0	0	-
Cascades	0	0	-
Centre	0	0	-
Centre-Est	0	0	-
Centre-Nord	0	1	-
Centre-Ouest	0	2	-
Centre-Sud	0	0	-
Est	0	0	-
Hauts-Bassins	0	0	-
Nord	0	0	-
Plateau-Central	0	1	-
Sahel	0	1	-
Sud-Ouest	16	0	0
National	16	5	31,3

Source : Rapports 12ème CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

Quatre (04) régions ont procédé à des réhabilitations dans les centres de santé sans programmation tandis que la seule région qui en avait programmé n'a pu faire aucune réalisation.

De façon générale, cette situation confirme encore l'absence de stratégie de réhabilitation des ouvrages d'assainissement institutionnels dans le cadre du PN-AEPA.

Tableau 16 : Réhabilitation des latrines publiques

REGIONS	Prévisions ajustées	Réhabilitations	Taux de réalisation (%)
Boucle du Mouhoun	0	0	-
Cascades	0	0	-
Centre	0	0	-
Centre-Est	1	0	0
Centre-Nord	0	0	-
Centre-Ouest	0	1	-
Centre-Sud	0	0	-
Est	0	1	-
Hauts-Bassins	0	0	-
Nord	0	0	-
Plateau-Central	0	0	-
Sahel	0	0	-
Sud-Ouest	0	0	-
National	1	2	200

Source : Rapports 12ème CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

Les deux (02) régions ayant procédé à des réhabilitations dans les lieux publics ne l'avaient pas programmé, tandis que la seule qui avait une programmation n'en a pas réalisé.

Tableau 17 : Réhabilitation de latrines familiales

REGIONS	Prévisions ajustées	Réhabilitations	Taux de réalisation (%)
Boucle du Mouhoun	0	8	-
Cascades	0	0	-
Centre	0	0	-
Centre-Est	0	4	-
Centre-Nord	0	3	-
Centre-Ouest	0	2	-
Centre-Sud	0	4	-
Est	0	3	-
Hauts-Bassins	0	0	-
Nord	0	0	-
Plateau-Central	0	11	-
Sahel	0	0	-
Sud-Ouest	0	3	-
National	0	38	-

Source : Rapports 12ème CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2012

La réhabilitation des latrines familiales consiste à élever le niveau de service de l'ouvrage (latrine traditionnelle en latrine améliorée).

Pour l'année 2012, aucune région n'avait prévu des réhabilitations de latrines familiales, mais huit (08) ont procédé à des réhabilitations. Ces réhabilitations se concentrent dans le Plateau Central.

1.2.1.3 Difficultés rencontrées et propositions de solutions

Au niveau de la coordination des interventions et de la programmation des investissements :

- les différentes approches dans la mise en œuvre des activités d'assainissement familial notamment au niveau de la subvention (subvention des matériaux, montant de la rémunération du maçon etc..) ne favorisent pas l'engouement de la demande par les ménages;
- le non respect des normes techniques prescrites pour la réalisation des ouvrages d'assainissement par certains acteurs entraine des problèmes de sécurité;
- la faible synergie dans les interventions crée souvent une concentration inappropriée des ouvrages dans certaines structures (Centres de santé ou Ecoles) au détriment d'autres ;
- le déplacement des ménages vers les sites aurifères rend impossible la réalisation des latrines familiales et entraine le manque de maçons qualifiés ;
- l'intervention de certains acteurs sans activités IEC au préalable ne favorise pas la demande par les ménages;
- la programmation de certains acteurs sans financement acquis fausse les prévisions ;
- la défaillance des prestataires entraine des retards dans l'exécution des marchés.

Pour faire face à ces difficultés, il faudrait :

- harmoniser les interventions surtout les modalités d'octroi de la subvention des différents acteurs ;
- trouver un mécanisme pour inciter les projets et programmes à communiquer leurs programmations réalistes à temps ;
- inciter les acteurs à mener des campagnes d'IEC auprès des ménages avant toutes réalisations ;
- faire un plaidoyer auprès des projets et programmes pour la prise en compte des normes techniques prescrites pour la réalisation des ouvrages d'assainissement ;
- appliquer plus de rigueur dans la sélection des entreprises pour la réalisation des ouvrages.

1.2.2 Milieu urbain

1.2.2.1 réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 18 : Réalisation d'ouvrages d'AEUE en milieu urbain

Région	Réseau collectif (km)			Raccordements au réseau collectif (Nbre)			Latrines familiales (Nbre)			Latrines publiques (Nbre)			Puisards (Nbre)		
	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)
DRO	23	23	100	430	154	36	6 000	9203	153	130	85	65	10 500	7 461	71
DRB	-	-	-	-	-	-	3200	5 137	161	45	34	76	6 110	7 171	117
DRNE	-	-	-	-	-	-	1200	1101	92	25	16	64	550	933	170
DRNO	-	-	-	-	-	-	1600	865	54	50	120	240	840	761	91
ONEA	23	23	100	430	154	36	12 000	16 306	136	250	255	102	18 000	16 326	91

Source : ONEA, 2012

Hormis le raccordement des usagers au réseau collectif (36%) et la réalisation de puisards (91%), tous les objectifs de la composante ont été atteints. Ces résultats ont été atteints grâce à la réorientation de l'approche de développement de la demande sur la réhabilitation des latrines traditionnelles couplées aux puisards et l'implication des artisans formés par l'ONEA dans la réalisation des ouvrages publics.

1.2.2.2 Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux d'assainissement sont :

- l'accès difficile de certaines parcelles au réseau d'assainissement au regard de leur situation géographique dans la zone commerciale (parcelle située du côté opposé au réseau). Il en résulte des négociations avec les usagers pour trouver un terrain d'entente pour raccorder la parcelle et ce du fait de la traversée de la voie.
- Nonobstant le bon taux de réalisation des ouvrages à Ouagadougou et Bobo, on constate un faible taux dans les centres secondaires lié à la forte mobilité du personnel des prestataires chargés de l'ingénierie sociale qui impactent sur la demande en ouvrage d'assainissement.
- La défaillance des fournisseurs des portes et tôles de même que certaines entreprises de travaux qui a conduit à la résiliation desdits marchés.

II. CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS ET RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MILIEU URBAIN

Le cadre unifié d'intervention regroupe l'ensemble des procédures de mise en œuvre et les mesures de renforcement des capacités pour une gestion efficace du secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural, la mise en place d'un environnement favorable au développement soutenu des infrastructures d'eau potable et d'assainissement et un service d'eau durable.

Il couvre toutes les activités liées à l'eau potable et l'assainissement hors infrastructures. Ces activités sont regroupées en 4 catégories pour lesquelles les résultats suivants ont été atteints au cours de l'année 2012.

2.1 CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS

2.1.1 Renforcement des capacités de gestion du secteur AEPA

2.1.1.1. Mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI A/S au PN-AEPA 2010-2015

Le tableau ci-après présente la situation de mise en œuvre de la première phase du contrat d'assistance technique COWI au PN-AEPA financé par DANIDA.

Tableau 19: Situation de mise en œuvre au 31-12-2012 de la première phase du contrat

Désignation	Disponibilité initiale phase I		situation au 31/12/2012, phase I								solde au 31/12/2012			
			Réalisés		Engagés Sous contrats en cours		Programmation non réalisée		Nouvelles activités non encore réalisées		En heures ATI / ATN CT et mois ATI LT		En équivalent heures ATN CT et mois ATI LT	
	Heures	Mois	Heures	Mois	Heures	Mois	Heures	Mois	Heures	Mois	Heures	Mois	Heures	Mois
ATI CT	6 933,2		2 284,0		648,0		0,0		400,0		3 601,2		0,0	
ATN CT	1 733,0		4 698,0		798,0		40,0		560,0		-4 363,0		1 998,3	
ATI LT		52,0		46,4		0,0						5,6		5,6

Source : AT COWI

Les trois tableaux suivants présentent respectivement les différentes missions d'assistance technique 2012 réalisées, en cours de réalisation et programmées mais non encore réalisées.

Tableau 20: Pool AT COWI, missions d'assistance technique court terme réalisées au 31/12/2012, programmation 2012

Mission n°	Période	Structure appuyée	Assistant Technique	Durée cumulée de l'intervention (en heures)	Résultats obtenus	Documents produits
1	11/2011-04/2012	DGAEUE	Arouna N. NJOYA	704	Proposition d'un dispositif de SE de l'assainissement du PN-AEPA, collecte des données 2011, capitalisation des résultats de l'ENA, l'encadrement et la formation du personnel	Rapport de mission, note sur le dispositif SE, proposition de dispositif opérationnel de SE de l'assainissement
2	11/2011-04/2012	DGAEUE	Lazoumou KADEBA	704	Sécurisation de la base de données ENA, mise en place d'une base de données des ouvrages d'assainissement en milieu rural, l'encadrement de la saisie et l'exploitation informatique, formation du personnel	Base de données assainissement (ouvrages d'assainissement familial, institutionnel et public), guide d'utilisateur de la base de données
3	01/2012-01/2012	SSE	Ralph Elsaëßer	112	Mission d'appui sur la BD INO et le SIG OMD, appui à la saisie de l'inventaire 2011, analyse statistique des données saisies, répertoire des dysfonctionnements de la BD INOH / SIG OMD avec propositions de solutions, calcul des indicateurs et des taux d'accès, analyses et propositions	Rapport de mission, note sur la migration du SIG OMD vers un logiciel « open source » MAP WINDOW
4	02/2012-05/2012	CBPO	Philippe Racamier	272	Appui à la conception d'outils d'élaboration des BPO régionaux et du BPO national à partir de la programmation communale, atelier de formation des cadres régionaux et centraux, appui à l'élaboration du modèle de calcul des budgets fonctionnement et renforcement des capacités	Différents outils (tableaux objectifs, fiche de programmation communale, module budgétisation du programme communal (investissements,...), matrices d'arbitrage, rapports de mission, le calendrier budgétaire, les supports de l'atelier de formation, module fonctionnement et renforcement des capacités
5	01/2012-06/2012	SPAT / DAEP / DGRE	Mamadou DIALLO	600	Appui à l'évaluation des stratégies d'appui à la maîtrise d'ouvrage communale en matière d'AEPHA, à l'élaboration d'une feuille de route AMOC et à la définition des actions prioritaires.	Rapports sur l'état des lieux et sur la feuille de route AMOC ; rapport sur les 12 actions prioritaires.
6	02/2012-10/2012	SCOM / DGRE	Théophile BALIMA	120	Appui technique à la DGRE et à la DGAEUE pour la conception et la production d'outils d'information et de sensibilisation sur le PN-AEPA, notamment sur l'assainissement familial, publique et institutionnel et sur le CUI, le financement. La mission a pris un retard considérable et le rapport a finalement été livré en novembre 2012. L'assistant technique demande une rallonge de 40 heures à son contrat d'AT. L'ARD a demandé à la DGRE d'introduire une requête officielle à cet effet.	Rapport de mission ; outils de communication provisoires.
7	10/2012-12/2012	SAF / DGRE	Léon KPAOSSOU	320	Appui à la DGRE dans l'élaboration des premiers rapports d'exécution financière consolidés du Budget Programme du PN-AEPA sur la base du logiciel de gestion SUCCESS et dans l'élaboration des outils suivants : le guide d'imputation comptable, la méthodologie de consolidation des données des DRAH et des Direction centrales, le canevas du Rapport d'exécution financière annuel du BP/PN-AEPA base logiciel SUCCESS. La mission s'est déroulée conformément au planning.	Rapport de mission et guide d'imputation comptable provisoires.
			Abel MIDETE	320		

Source : AT COWI

Tableau 21 : Pool AT COWI, missions d'assistance technique court terme en cours de réalisation au 31/12/2012

N°	Période de réalisation	Structure appuyée	Assistant(s) Technique(s)	Durée(s) cumulée(s) de l'intervention (en heures)	Description des TdR	Observations
1	08/2012-01/2013	SSE	Ralph Elsaëßer	464	Migrer le modèle SIG-OMD conçu sur ARCVIEW 3.X vers MAP WINDOW qui est un environnement gratuit plus moderne et open source, intégrer diverses applications et automatisations.	La mission se déroule conformément au calendrier établi. Les travaux de conception se déroulent au siège de l'assistant technique. Une première présentation du progiciel a eu lieu début décembre 2012. L'installation définitive ainsi que la formation auront lieu en début janvier 2013 après la saisie des données de l'inventaire 2012. Une requête a été introduite pour prolonger la dernière mission de 24 heures afin d'appuyer la DPSCET dans l'audit qualité des données de l'inventaire 2012.
2	09/2012-02/2013	SSE	Imbé MIEN	120	Former les agents du SSE en conception et gestion de base de données Access.	La première partie de la formation s'est déroulée conformément au planning arrêté avec le SSE en octobre 2012. La suite de la formation aura lieu en 2013 selon un calendrier qui sera arrêté de commun accord avec les bénéficiaires.
3	10/2012-01/2013	CBPO	Philippe Racamier	192	Compléter le guide existant par un tome 2 : « guide opérationnel d'élaboration du budget programme par objectif du secteur AEPA, à partir de la programmation communale et en application de la directive 06 de l'UEMOA » et intégrer dans ce guide opérationnel du BPO les outils de programmation communale, les matrices d'arbitrage, les modules de calcul des budgets de fonctionnement et de renforcement des capacités élaborés au cours des missions antérieures.	Mission d'appui à distance qui a pris un léger retard. Le projet de guide sera disponible début février 2013.
4	09/2012-03/2013	PN-AEPA	Esther van der Meer	472	Accompagner et encadrer les acteurs de mise en œuvre du PN-AEPA dans la préparation et la conduite de l'auto-évaluation.	Le processus se déroule d'une façon participative avec les acteurs de mise en œuvre du PN-AEPA. Les ateliers prévus aux niveaux central et déconcentré se dérouleront en début 2013.
			Mamadou Diallo	400		
5	10/2012-2/2013	DGAEUE	Christian BERE	360	Accompagner la DGAEUE pour définir les modalités du transfert progressif des ressources et de la gestion des subventions de l'assainissement familial aux communes d'ici à 2015.	La mission a démarré le lundi 22/10/2012. Des visites terrain et entretiens ciblés se sont déroulés avec les différents acteurs sectoriels et d'autres ministères impliqués dans le processus (MEF, MATDS,...). Au regard des divergences de points de vue observées, la DGAEUE a décidé d'organiser un atelier regroupant tous les acteurs autour d'une note de réflexion élaborée par l'AT à cet effet.
6	11/2012 – 02/2013	PN-AEPA	Esther VAN DER MEER	304	Evaluation externe du dialogue sectoriel	La mission terrain s'est déroulée du 21/11/2012 au 13/12/2012. Un aide-mémoire a été présenté lors de la réunion de debriefing du 13/12/2012. Le rapport de mission promis pour le 7 janvier 2013 est toujours attendu.
			Mamadou DIALLO	264		
7	13/11/2012 – 28/11/2012	DGAEUE	Marianne HARRIES	112	Appui la définition du plan stratégique de communication pluriannuel pour le changement de comportement en matière D'AEUE	Le rapport de mission est attendu pour janvier 2013.
8	12/2012 – 02/2013	DGAEUE	Lazoumou KADEBA	320	Appui au traitement des données assainissement collectée en 2012.	La mission a démarré le 4 décembre 2012 et se poursuit normalement. Le rapport de mission est attendu pour février 2013.

Source : AT COWI

Tableau 22 : Pool AT COWI, missions d'assistance technique court terme programmées en 2012 mais pas encore démarrées au 31/12/2012

Mission n°	Période de réalisation prévisionnelle	Structure appuyée	Assistant(s) Technique(s)	Durée(s) estimée(s) de l'intervention (en heures)	Domaines d'appui	État de mise en œuvre
1	02/2013 – 05/2013	DAEP / DGRE	Hubert FAVIN	400	Former les cadres de la DGRE dans la conduite des audits organisationnels, techniques et financiers d'AEPS et étude de cas sur 30 AEPS	La requête a été approuvée par l'ARD. Le chef de mission sera mobilisé en février 2013.
			Jonas AHOMLANTO	320		
			Karim BARRO	240		
2		DGRE / DGAEUE	ATI	240	Guide d'intermédiation sociale adapté au contexte de la décentralisation (y compris les aspects eau et assainissement)	Une première version des TdR est disponible. Elle doit être complétée pour les aspects de l'assainissement.
			ATN	320		
3		SSE	ATI	200	Développement d'un cadre conceptuel intranet	Premier draft des TdR non encore disponible
			ATN	200		
4		SPAT / DAEP / DGRE	ATI	160	Élaboration d'un dispositif de suivi de la mise en œuvre de la Réforme	Premier draft des TdR non encore disponible
			ATN	320		
5		SPAT / DAEP / DGRE	ATI	320	Conception d'une base de données AEPS (infrastructures et données de gestion)	Premier draft des TdR non encore disponible
			ATN	320		
6		SRH	ATN	160	Appuyer les gestionnaires des Ressources Humaines à mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)	Premier draft des TdR non encore disponible

Source : AT COWI

2.1.1.2. Activités des trois maîtres d'œuvres

Dans le cadre de leurs activités de l'année 2012, les bureaux d'étude BERA, GERTEC et GROUPEMENT SEROH/SAWES ont élaboré plusieurs documents, réalisé des Formations et mené des activités dans le domaine des passations des marchés et le suivi de l'exécution des marchés.

2.1.1.3. Réalisation et suivi des PCD-AEPA

Tableau 23: Situation des PCD-AEPA

REGIONS	Nombre de Communes	PCD-AEPA							État d'exécution		État de validation	
		A élaborer	Ayant un financement	Élaborés et validés en				Total validés	Recrutement du prestataire en cours au 31 décembre 2012	PCD-AEPA en cours d'élaboration au 31 décembre 2012	Avis technique de la DRAH au 31 Décembre 2012	Adoption par le Conseil Municipal au 31 Décembre 2012
				2009	2010	2011	2012					
Boucle du Mouhoun	47	47	47	0	30	1	3	34	4	9	4	30
Cascade	17	17	17	0	0	0	1	1	13	3	1	0
Centre	7	10	10	8	1	0	0	9	0	1	0	9
Centre Est	30	30	30	0	9	0	10	19	0	11	9	10
Centre Nord	28	28	28	1	15	2	10	28	0	0	25	3
Centre Ouest	38	38	38	6	1	0	22	29	9	0	16	13
Centre Sud	19	19	19	1	0	0	6	7	10	2	6	1
Est	27	27	27	0	17	1	9	27	0	0	27	0
Hauts Bassins	33	35	35	1	5	12	8	26	6	3	12	14
Nord	31	31	31	28	0	0	2	30	0	1	0	30
Plateau Central	20	20	20	0	20	0	0	20	0	0	0	20
Sahel	26	26	26	2	0	4	8	14	10	2	14	0
Sud Ouest	28	28	28	7	7	0	3	17	0	11	3	14
TOTAL	351	356	356	54	105	20	82	261	52	43	117	144

Source : Rapports 12^{ème} CRP

Sur 356 PCD-AEPA à élaborer, 261 ont été validés dont 144 adoptés par les communes au 31 décembre 2012. Les 95 PCD-AEPA restants sont en cours d'élaboration et couvrent une période de cinq (5) ans.

En 2012, quatre-vingt-deux (82) PCD-AEPA ont été élaborés et validés techniquement par les DRAH.

Tableau 24:situation des PCD-AEPA en cours de réalisation

Dossiers PCD-AEPA	Attribution	Niveau d'exécution	Régions	Observations
39PCD-AEPA BAD/4R	Non attribué	Procédure de recrutement en cours (demande de proposition à la DGMP)	Cascade (10), Centre ouest (9), Centre sud (10) et Sahel (10)	
31PCD-AEPA/ ABS 2012	Attribué	En cours d'élaboration	Boucle du Mouhoun, Cascade, Centre, centre-Sud, centre Est, Hauts Bassins, Sahel, Sud ouest	Avec le nouveau découpage administratif, 5 PCD-AEPA sont en cours d'élaboration dans cinq arrondissements de la ville de Bobo sur financement de l'ABS 2012.
10 PCD-AEPA /PEA/BM	Attribué	Le Bureau d'étude AC3E est retenu pour l'étude mais n'a pas encore démarré	6PCD- AEPA dans les Hauts Bassins et 4 dans la Boucle du Mouhoun.	Le non démarrage est dû à l'attente de la mise en place des nouveaux conseils communaux
5 PCD-AEPA/PLAN	Attribué	En cours d'élaboration	Sud ouest	
3 PCD/AEPA/WaterAid	-	En actualisation	Centre est	
3 PCD-AEPA /PEHC	Non attribué	Procédure de recrutement en cours	Cascade	

Source : DGRE, 2012

La mise en œuvre des PCD-AEPA reste une problématique pour les communes compte tenu de leur faible appropriation et des capacités financières et techniques limitées.

Dans le cadre de la valorisation des PCD-AEPA, des tournées pour l'évaluation de l'opérationnalité des outils AMOC ont été effectuées dans les 12 communes retenues. L'objectif de cette mission qui était d'évaluer l'opérationnalité des outils de valorisations du PCD-AEPA en vue d'étendre à d'autres communes n'a pas été atteint car la majorité des communes (11/12) n'avaient pas exploité les documents. Sur quatre ateliers prévus sur la situation de mise en œuvre des PCD-AEPA et leur mise à jour, un seul a été tenu à Kaya les 29 et 30 octobre 2012 et a regroupé les maires et les secrétaires généraux des communes des régions du Centre nord, du Plateau central, du Centre et du Sahel.

2.1.1.1. Maîtrise d'ouvrage communale

Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage communale, sept (7) études ont été entreprises. L'état de mise en œuvre de ces études est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 25:Récapitulatif des études menées au cours de l'année 2012.

N°	Intitulé	État d'avancement	Prestataire	Source de financement	Observation
1	Contribution financière des bénéficiaires dans les projets et programmes d'AEP en milieu rural et semi-urbain	Rapport final disponible	AT/ COWI	DANIDA	Etude associée à l'élaboration de la feuille de route AMOC
2	Elaboration d'une feuille de route AMOC	Rapport final disponible	AT/ COWI	DANIDA + PFC	
3	Etude sur les prescriptions techniques spécifiques aux ouvrages d'AEP	Le rapport final de cette étude a été validé en atelier au cours du 2 ^{ème} semestre 2012 et est en phase de ventilation	Comité (composé de l'administration, secteur privé et ONG)	PFC	Les deux études ont été regroupées en une seule.
4	Etude sur le cahier des charges sur les pompes à motricité humaine	Le rapport final de cette étude a été validé en atelier au cours du 2 ^{ème} semestre 2012 et est en phase de ventilation	Comité (composé de l'administration, secteur privé et ONG)	PFC	
5	Etude sur le prix de l'eau et la stratégie Partenariat Public Privé	Le rapport de démarrage est disponible	Groupeement de Bureau d'étude CINTech/GLN/SCP	PEA Banque Mondiale	
6	Etude sur l'inscription des dépenses et recettes liées à l'eau potable et l'assainissement dans le budget communal	Rapport final disponible	Comité interministériel	PFC	
7	Audit organisationnel technique et financier de 30 AEPS gérées par affermage	L'équipe de travail est mise en place	Comité +AT COWI	État + DANIDA	

Source : DGRE 2012

2.1.2 Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau

2.1.2.1. Suivi des AUE

Tableau 26: situation des AUE

REGIONS	Nombre de communes	Nombre de villages concernés	Nombre de secteurs concernés	Nombre total d'AUE existantes au 31/12/2012	Nombre de nouvelles AUE mise en place en 2012	Nombre total d'AUE reconnues au 31/12/2012	Proportion d'AUE reconnues au 31/12/2012 (%)	Nombre total de conventions signées avec les communes au 31/12/2012
Boucle du Mouhoun	47	992	31	905	800	340	37,6	9
Cascades	17	275	29	279	0	147	52,7	0
Centre	7	188	6	133	19	123	92,5	0
Centre-Est	30	780	33	751	9	263	35,0	0
Centre-Nord	28	586	43	346	0	103	29,8	0
Centre-Ouest	38	572	35	494	2	391	79,1	81
Centre-Sud	19	532	16	292	1	284	97,3	0
Est	27	795	32	628	97	596	94,9	0
Hauts-Bassins	33	472	26	117	70	34	29,1	33
Nord	31	861	29	878	0	756	86,1	391
Plateau Central	20	550	15	561	283	555	98,9	485
Sahel	26	681	27	688	20	677	98,4	639
Sud-Ouest	28	991	32	267	240	153	57,3	0
National	351	8275	354	6339	1541	4422	69,8	1638

Source : Rapport 12^{ème} CRP

En ce qui concerne la mise en place des AUE dans 8 602 villages et secteurs, 6339 AUE ont été mises en place depuis le début de la mise en œuvre de la réforme soit un taux de 76,7%. Sur les 6339 AUE existantes 4422 sont reconnues au 31 décembre 2012, soit un taux de 69,8%. Au total 1638 conventions ont été signées avec les communes dans les régions du Plateau Central, du Sahel, du Nord, des Hauts Bassins, du Centre Ouest et de la Boucle du Mouhoun. Au titre de l'année 2012, 1541 AUE ont été mises en place. Les régions ont été dotées de ressources sur les crédits délégués et sur le projet PAEPA BAD/4R pour la mise en œuvre effective de la réforme dans toutes les communes.

2.1.2.2. Situation des Artisans Réparateurs (AR)

Tableau 27: Situation des artisans réparateurs

REGIONS	nombre de communes	nombre de villages concernés	nombre d'AR	nombre d'AR ayant déposés un dossier d'agrément	nombre d'AR agréés par la DRAH	pourcentage d'AR agréés	nombre total de conventions signées avec la commune au 31/12/12	nombre de conventions signées avec les communes en 2012
Boucle du Mouhoun	47	992	90	49	30	33,3	0	0
Cascades	17	275	33	11	10	30,3	0	0
Centre	7	188	38	26	0	0,0	0	0
Centre-Est	30	780	67	37	35	52,2	0	0
Centre-Nord	28	586	131	46	46	35,1	0	0
Centre-Ouest	38	572	42	32	32	76,2	5	5
Centre-Sud	19	532	69	26	0	0,0	0	0
Est	27	795	ND	47	47	-	14	0
Hauts-Bassins	33	472	31	26	26	83,9	3	3
Nord	31	861	51	46	46	90,2	12	0
Plateau Central	20	550	79	79	73	92,4	9	6
Sahel	26	681	42	0	42	100,0	38	0
Sud-Ouest	28	991	19	17	13	68,4	0	0
National	351	8275	692	442	400	57,8	81	14

Source : Rapport 12^{ème} CRP

Sur 692 Artisans Réparateurs (AR) existants, 400 ont été agréés, soit 57,8% et 81 conventions ont été signées avec les communes dont 14 en 2012. Il ressort que les Artisans Réparateurs (maintenanciers) ont des problèmes de fonctionnement compte tenu du fait qu'ils ne disposent pas d'un numéro IFU (Identification Financière Unique). La région du Plateau Central est la seule région qui a accompagné les Artisans Réparateurs (AR) dans l'obtention de leurs numéros IFU. L'absence de délivrance d'agréments aux artisans réparateurs dans certaines régions s'explique d'une part par le fait que les dossiers de demande d'agréments étaient toujours en cours de traitement et d'autre part par le fait que certains demandeurs ne remplissent pas les conditions exigées. La mise en œuvre de la Reforme étant embryonnaire, peu de conventions ont été signées avec les communes.

2.1.2.3. Mise en place et suivi des gestionnaires délégués sur AEPS

Tableau 28: Situation de la gestion des AEPS

Régions	Nombre de communes	Nombre total d'AEPS	AEPS gérées par délégation au 31/12/2012				Proportion d'AEPS gérée par délégation (en %)	nombre de contrat signés en 2012
			ONEA	Opérateurs privés	ONG/ association	Nombre total d'AEPS gérées par délégation		
Boucle du Mouhoun	47	88	1	0	0	1	1,1	0
Cascades	17	34	0	0	23	24	70,6	0
Centre	7	46	10	8	3	21	45,7	0
Centre-Est	30	31	1	12	0	13	41,9	12
Centre-Nord	28	42	0	9	2	11	26,2	0
Centre-Ouest	38	60	0	29	0	29	48,3	0
Centre-Sud	19	55	0	2	0	2	3,6	0
Est	27	58	0	5	0	5	8,6	0
Hauts-Bassins	33	70	1	0	36	37	52,9	0
Nord	31	107	1	62	0	63	58,9	0
Plateau Central	20	28	2	2	3	7	25,0	2
Sahel	26	53	4	5	15	24	45,3	0
Sud-Ouest	28	16	1	0	5	6	37,5	0
National	351	688	21	134	87	243	35,3	14

Source : Rapport 12^{ème} CRP

La proportion d'AEPS gérées par délégation au 31/12/2012 est de 35,3%. Quatorze (14) contrats d'affermage ont été signés en 2012. Cette situation s'explique entre autres par la faible rentabilité de certains PEA et AEPS, la lenteur administrative dans le traitement des dossiers de recrutement des prestataires.

Au regard des résultats sur la mise en place des outils de la réforme, les actions à mener devront porter notamment sur un meilleur accompagnement et suivi de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la Réforme. Il s'agit entre autres de la signature des conventions de délégation de gestion des points d'eau entre les communes et les AUE, l'organisation et l'opérationnalisation de la vente de l'eau, la délivrance des agréments aux Artisans Réparateurs, la signature des contrats de maintenance des points d'eau entre les communes et les maintenanciers (AR), l'accompagnement des AR dans l'obtention des numéros IFU, l'accompagnement des communes dans la signature des contrats de gestion, et le suivi de la gestion des AEPS.

2.1.3 Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG

2.1.3.1. Suivi des activités de formation

Diverses formations se sont tenues pour le renforcement des capacités des acteurs régionaux et communaux. Le tableau ci-dessous fait une situation des formations réalisées dans les différentes régions, le public cible et le nombre de personnes formées au cours de l'année 2012.

Tableau 29: Situation des formations au profit des acteurs régionaux

Thème de la formation	Régions concernées	Public cible	Nombre de personnes formées	Acteurs
Réforme de gestion des infrastructures d'AEP	Centre, centre ouest, Cascades, Est, PCL	Agents des services de ressources en eau, Chefs/ZAT et UAT, Commission Communale Eau et Assainissement (CCEA) SG mairie, AUE (Président, SG, Trésorier), Artisans réparateurs, Acteurs communaux	3567	Commune de Bogandé, Etat, PROGEA
Planification, programmation-budgétisation, collecte et le suivi-évaluation des ouvrages AEPA	Centre	Agents des services de ressources en eau		
Maitrise d'ouvrage communale	Centre ouest, Boucle du Mouhoun, Est, Centre est	Chefs/ZAT et UAT, élus municipaux, CCEA (CVD, AUE, services techniques, Autorités communales, SG de mairie	1647	Commune de THION, Association DAKUPA
Technique de construction de latrine	Cascades, Est, Centre Est	Maçons	384	EAA, Association DAKUPA
Logiciels (SUCCESS, Autocad/COVADIS)	Boucle du Mouhoun, Cascades,	Techniciens, DRAH	4	
Promotion de l'hygiène et de l'assainissement	Centre nord, Boucle du mouhoun, Est, PCL, Centre est, Sud-ouest	Enseignants, élèves, élus municipaux, CVD, Hygiénistes locaux, Points focaux, maçons, agents de santé et COGES, DRAH	3200	SANIFASO, DRAH BMH, WaterAid, PROGEA, Association DAKUPA, DRAH
Mise en œuvre du plan de gestion environnemental et social	Boucle du Mouhoun	Sociologue	1	
Base de données INOH	Toutes les directions en charge de l'Eau	Service des Ressources en Eau		
Gestion des ressources en eau des forages	Centre-Sud	SRE		
Politique nationale sur l'eau	Nord			
Technique d'animation	Centre Est, Sud-Ouest	Animateurs, Services techniques déconcentrés de l'état	109	EAA
Gestion administrative, financière et technique des ouvrages	Est			
Passation des marchés	Centre	Services des Ressources en Eau		

Thème de la formation	Régions concernées	Public cible	Nombre de personnes formées	Acteurs
Formation des acteurs de mise en œuvre sur les guides harmonisés d'IEC en matière de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement	13 régions	Administration centrale et déconcentrée, bureaux d'études, secteur privé, ONG et les Associations	153	DGAEUE, DRAH PCL
Ateliers de diffusion des résultats de l'Enquête nationale sur l'accès des ménages aux ouvrages d'assainissement familial en 2010 et OSA	13 régions	Administration centrale et déconcentrée, bureaux d'études, secteur privé, ONG et les Associations	650	DGAEUE
Formation sur le suivi des chantiers	13 régions	DRAH, DPAH	58	DGAEUE

Source : Rapports 12^{ème} CRP

Plusieurs formations ont été réalisées au profit du personnel de la DGRE, de la DGAEUE et des DRAH sur les différents thèmes contenus dans le tableau ci-dessous :

Tableau 30: suivi des formations au niveau central (PDRH 2012 DU PFC AFD-DANIDA-GIZ)

N°	THÈME	DURÉE	PÉRIODE	STRUCTURES CONCERNÉES	AGENTS BÉNÉFICIAIRES	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COUT	Etat d'exécution
1	Suivi-évaluation et gestion de base de données (Access)	5 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE, DRAH	Agents en charge du suivi évaluation	Ouagadougou	18	3 000 000	Exécutée
2	Excel (niveau 1)	3 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE, DRAH	Cadres en charge du suivi évaluation	Ouagadougou	30	2 000 000	Exécutée
3	Gestion comptable et budgétaire : Nouvelle nomenclature des pièces justificatives	3 jours	oct-12	DGRE, DRAH	Gestionnaires, Comptables, Chefs SAF	Ziniaré	25	9 000 000	Exécutée
3	Maîtrise des techniques d'assainissement et de traitement des eaux usées et excréta	5 jours	déc-12	DGAEUE	Agents en charge de l'assainissement et du traitement des eaux usées et excréta	Ouagadougou	7	1 496 706	Exécutée
4	Assistance à la mise en place d'un système de GRH et transfert d'expertise	5 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE, SP/PAGIRE, DRAH	Gestionnaire des ressources humaines	Ziniaré	18	7 000 000	Exécutée
5	Comment rendre visible les actions d'une structure (management de la communication)	3 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE, DRAH	Directeurs et chefs de service	Ouagadougou	50	8 000 000	Exécutée
6	Assistance à la maîtrise d'ouvrage communale	4 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE, DRAH	Ingénieurs et techniciens, sociologues	Ouagadougou	30	5 500 000	Exécutée
7	Sécurité informatique	5 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE	Informaticiens	Ouagadougou	3	500 000	Exécutée
8	Intermédiation sociale et communication pour un changement de comportement en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement	4 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE, DRAH	Sociologues	Ouagadougou	15	3 000 000	Exécutée
9	Modélisation des systèmes d'approvisionnement en eau potable	3 jours	oct-12	DGRE, DGAEUE, DRAH	Ingénieurs et Techniciens Supérieurs de l'Hydraulique intervenant dans le dimensionnement du réseau eau potable et assainissement	Ouagadougou	30	4 500 000	Exécutée
10	Planification et Gestion axée sur les résultats	4 jours	oct-12	SG, DGRE, DGAEUE, DRAH	Ingénieurs et techniciens, sociologues	Ouagadougou	50	8 000 000	Exécutée
COUT TOTAL (F CFA)								51 996 706	

Source : DGRE 2012

En plus de ces formations pour la mise en œuvre du PDRH, dix agents de la DGAEUE ont été formé par l'AT COWI sur le logiciel SPSS.

2.1.3.2. Suivi des activités de l'ANP-SEPAB

Dans l'accompagnement du secteur privé et associatif, des ateliers d'information et de formation sur les outils du PN-AEPA à l'attention du secteur privé ont été réalisés en deux pools à Ziniaré et à Bobo-Dioulasso du 13 au 18 septembre 2012.

Les Bureaux régionaux de l'ANP-SEPAB ont été mis en place au cours du premier semestre 2012.

2.1.4 Mise en place des instruments du PN-AEPA

2.1.4.1. Diffusion de l'information

Plusieurs documents (rapport grand, annuaire statistique, aide-mémoire de la revue,...) ont été mis en ligne sur le site web du secteur de l'eau www.eauburkina.org. Une tournée de restitution de la BD-INO 2011 et de collecte de données (carte régionale, présentation générale, cartographie, activités AEP, base de données, etc.) a été effectuée dans les DRAH du 10 au 28 avril 2012 pour les sensibiliser sur l'utilité du site web et l'intérêt que revêt sa mise à jour. Un atelier sur la collecte de données pour l'alimentation du portail avec les agences de l'eau s'est tenu au cours du premier semestre 2012.

L'annuaire statistique AEPA 2011 et le rapport grand public 2011 ont été élaborés et diffusés.

2.1.4.2. Mise en œuvre de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'assainissement

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Campagne Nationale de Plaidoyer et de mobilisation pour l'accès à un assainissement adéquat diverses activités ont été réalisées en 2012 :

- la production et la diffusion au plan national un ensemble d'émissions radiophoniques sur vingt (20) radios dans toutes les treize régions. Le but de ces émissions est de sensibiliser les auditeurs en vue de susciter un changement de comportements favorables à l'assainissement du cadre de vie des populations surtout la demande des services d'assainissement (notamment les latrines) en milieu rural. La réalisation, l'utilisation, le bon entretien des latrines familiales et l'impact du manque d'assainissement sur la santé de la population ont été les thèmes abordés à travers deux genres radiophoniques (microprogramme et magazine) ;
- la diffusion de la deuxième édition des jeux radiophoniques. Cette année, 37 animateurs de 20 radios de 12 régions ont été formés sur l'hygiène et l'assainissement. Les gadgets pour récompenser les gagnants, qui ont été remis aux radios par la DGAEUE, étaient constitués de savon, de sacs et cahiers d'écoliers, de seaux, de lave-mains, de tee-shirt et de gobelets ;
- les activités de la campagne WASH United 2012 ont été co-organisées avec les ministères en charge de l'éducation nationale et du sport au cours des finales provinciales de l'OSEP (Organisation du Sport à l'Ecole Primaire). Elle a touché plus de 7 495 enfants et près de 740 adultes dans 13 communes du pays. Les activités ont été renouvelées à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale des toilettes. Certains acteurs, ONG (Helvetas) privé (SODISAT), ont mené des activités WASH United ;
- la DGAEUE a organisé à Kongoussi du 9 au 13 janvier 2012 un atelier de formation à la mise en œuvre de l'approche de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) conjointement avec l'UNICEF et le Plan Burkina. Après les formations des acteurs à la méthodologie de l'ATPC réalisées en 2011, des déclenchements de l'ATPC (séries d'animations qui constituent une des étapes fondamentales de l'approche) ont eu lieu dans 8 villages de 3 communes dans les provinces de l'Oubritenga et du Kourweogo. Des restitutions ont été faites au niveau de chacune des communes pour présenter les solutions retenues par les villageois pour atteindre le niveau FDAL (fin de la défécation à l'air libre) ;
- l'Assainissement Total Porté par les Leaders (ATPL) a été initié par WaterAid avec l'accompagnement du Gouvernement pour booster le sous-secteur de l'assainissement au Burkina Faso. Depuis le lancement officiel de l'initiative ATPL lors du SaniThon organisé le 06 juillet 2012 à Ouagadougou, plusieurs leaders ont souscrit pour la réalisation de latrines dans des localités de leur choix. Pour transformer les engagements des leaders en

actions concrètes sur le terrain, le Ministère en charge de l'assainissement en collaboration avec WaterAid a organisé du 22 au 23 novembre 2012, un atelier pour élaborer un plan d'action. Cet atelier avait pour but de mobiliser les acteurs pour l'appui à la mise en œuvre des engagements des leaders dans toute localité du Burkina Faso. La situation des engagements des leaders est contenue dans le tableau suivant :

Tableau 31: Bilan des souscriptions des leaders

REGIONS	Nombre de latrines	Montant des souscriptions (en millions de FCFA)
Boucle du Mouhoun	64	3,9
Cascades	40	2,4
Centre	77	4,6
Centre-Est	83	5,1
Centre-Nord	26	1,6
Centre-Ouest	44	2,7
Centre-Sud	66	2,4
Est	21	1,3
Hauts-Bassins	100	6,0
Nord	546	32,8
Plateau-Central	30	1,8
Sahel	5	0,3
Sud Ouest	13	0,8
Localités non définies	451	27,2
Total	1566	92,8

Source : WaterAid, 2012

2.1.4.3. Cadres de concertation

Afin de dynamiser le Cadre Permanent de Concertation sur la Recherche dans le domaine de l'Eau et de l'assainissement (CPCREau) , deux rencontres ont été tenues pour l'organisation du forum sur l'état des recherches et études disponibles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en vue de mieux orienter les investisseurs du secteur. Un projet de TDR de ces journées scientifiques sur l'eau et l'assainissement a été élaboré.

Dans le cadre de l'animation des cadres de dialogue et des instances de pilotage, les activités réalisées ont porté sur :

- la tenue des 10ème et 11ème sessions ordinaire des CRP/PN-AEPA respectivement en janvier et en août 2012, les 15ème et 16ème sessions ordinaires des CNP/PN-AEPA respectivement en mars et en octobre 2012. L'atelier final de la 5ème revue annuelle conjointe du PN-AEPA/PAGIRE s'est aussi tenue en mars 2012 ;
- la tenue régulière des réunions du Cadre partenarial (CaPa) et des cinq Groupes thématiques (financement, assainissement, maîtrise d'ouvrage communale, PAGIRE, suivi-évaluation) au cours de l'année ;
- le Conseil National de l'Eau (CNEau) a tenu sa 25ème session ordinaire du 31 juillet au 1er août 2012 à Bobo-Dioulasso. Cette session était essentiellement consacrée à l'installation et à la formation de ses nouveaux membres ;
- la journée mondiale de l'eau a été célébrée en différé le 24 mars à Loumbiladans la région du Plateau Central ;
- le forum mondial de l'eau s'est tenue à Marseille du 12 au 17 mars 2012 et a connu la participation d'une importante délégation du Burkina Faso ;
- le forum de haut niveau pour l'eau et l'assainissement a eu lieu du 12 au 14 décembre 2012 à Dakar et a connu la participation d'une délégation du Burkina Faso ;
- la rencontre de haut niveau tenue le 20 avril 2012 à Washington sur « assainissement et eau pour tous : cadre d'action global » a connu la participation du Burkina Faso ;
- la Journée mondiale des toilettes a été célébrée par anticipation le 28 juin 2012 à Beguedo commune rurale de la région du Centre-Est. A cette occasion, le Ministre a procédé à la remise officielle des éléments de la

subvention de construction de latrines familiales (dalle et briques). Cette journée a été aussi l'occasion pour le lancement de 12 contrats de subvention dont le coût global s'élève à 19,4 milliards de FCFA (environ 29,6M€). L'Union Européenne y contribue à hauteur de 15,4 milliards de FCFA (environ 23,5M€), l'apport complémentaire étant assuré par les ONG bénéficiaires.

2.1.4.4. Activités de suivi évaluation et de programmation

Dans le cadre du suivi évaluation du PN-AEPA, les activités réalisées sont les suivantes :

- l'évaluation externe de la période 2007-2010 du programme s'est déroulée de novembre 2011 à février 2012. Les rapports définitifs ont été remis en mars 2012. Les résultats de cette évaluation seront utilisés lors de la revue à mi-parcours du PN-AEPA prévue au cours du 2^{ème} trimestre 2013.
- l'enquête de satisfaction des bénéficiaires du PN-AEPA s'est déroulée dans 6 communes du Burkina Faso (Baskouré, Ziga, Kindi, Boni, Foutouri, et Banzon) en janvier 2012. Le rapport définitif est disponible ;
- la base de données INO mise à jour en 2011 a été restituée dans toutes les régions au cours du premier semestre 2012. A cet effet, les agents du Service des Ressources en Eau des DRAH ont été formés sur l'exploitation de la base de données et du SIG-OMD couplé à la base ;
- la collecte des données pour la mise à jour 2012 de la base de données INO s'est déroulée au cours de la période novembre à décembre 2012. La saisie des données par les DRAH a eu lieu du 7 au 12 janvier 2013 au ZIE ;
- la collecte des données relatives aux ouvrages d'assainissement s'est déroulée en deux phases en juin-juillet et simultanément avec l'INO en novembre-décembre 2012. La saisie des données sur l'assainissement a eu lieu du 14 au 19 janvier 2013 à la DGAEUE;
- les travaux pour l'élaboration de la proposition d'opérationnalisation du dispositif de suivi évaluation du volet assainissement du PN-AEPA se sont déroulés de décembre 2011 à mars 2012. Un document regroupant les indicateurs pertinents à renseigner pour le suivi des performances du sous-secteur a été finalisé avec les structures partenaires (DGRE, ONEA, INSD, Ministère de la Santé, MENA) en juin 2012.

Dans le cadre de l'élaboration du BPO, la DGRE et la DGAEUE ont élaboré une fiche de programmation communale et de mise à jour annuelle des PCD-AEPA. Elle permettra de mieux valoriser les ressources mises à disposition du secteur en termes d'impact sur les taux d'accès grâce à une programmation mieux ciblée au niveau communal. Le niveau central et les DRAH ont été formés sur le BPO et les outils de programmation communale les 6 et 7 mars 2012 à Ziniaré. Les fiches ont été présentées aux maires et secrétaires généraux des communes de quatre (4) régions (Centre, Centre Nord, Plateau Centrale et Sahel) lors de l'atelier de valorisation des PCD-AEPA à Kaya du 29 au 30/10/2012. Un guide opérationnel est en cours d'élaboration pour permettre aux acteurs de s'approprier les outils de la programmation communale.

2.2 Renforcement des capacités en milieu urbain

Le renforcement des capacités a porté aussi bien sur l'assistance à la maîtrise d'ouvrage des travaux que sur l'exploitation et le management de l'entreprise.

2.2.1 Assistance à la maîtrise d'ouvrage des travaux

Cet appui a porté sur l'assistance à la Direction du projet AEP Ouaga phase intermédiaire (DP-AEP) et à la Direction de l'Assainissement (DASS). A la DP-AEP, les interventions ont porté sur l'analyse des offres de l'étude de faisabilité de Ziga II, la réhabilitation de la station de traitement de Paspanga, l'appui à la gestion financière et des formations sur les thèmes « Diagnostic de l'entreprise » et « maîtrise d'œuvre ». A la DASS, l'objectif de l'assistance était de contrôler le bon fonctionnement des stations d'épuration, la sécurisation des rejets réutilisés et la préparation d'une proposition de projet d'assainissement dans les quartiers défavorisés de Ouagadougou.

2.2.2 Assistance à l'Exploitation

Elle s'est portée sur la Direction de l'Exploitation (DEX) par l'élaboration d'une stratégie de réduction des pertes d'eau pour améliorer le rendement de réseau et la mise en œuvre d'un plan d'action.

2.2.3 Assistance au centre des métiers de l'eau (CEMEAU)

Le PEA/GIZ a mis une assistance technique à la disposition du CEMEAU pour soutenir sa structuration et réorganisation. Un plan de restructuration a été élaboré pour faire face aux responsabilités du CEMEAU de développer les compétences de l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau. Le centre dispose maintenant d'un catalogue de formation à destination des communes et a pu satisfaire l'ensemble des requêtes formulées par celles-ci. Ainsi un certain de sessions de formation ont été réalisé en 2012 et a connu la participation de 316 acteurs de l'eau et de l'assainissement comme détaillé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 32: Bilan des sessions de formation de 2012

Nombre de session	Thèmes	Nombre de participants
1	Gérance des bornes fontaines	66 gérants de borne fontaine
2	Maîtrise d'ouvrage communale	15 acteurs municipaux de Bobo
3	Techniques d'animation et de mobilisation sociale	36 acteurs privés intervenant dans la promotion de l'assainissement à Ouaga et Bobo
4	Construction des latrines VIP	61 artisans de Houndé, Léo, Gaoua et Diébougou
5	Comment rendre visible les actions d'une structure, Assistance à la maîtrise d'ouvrage communale, Sécurité informatique, Intermédiation sociale et communication pour un changement de comportement en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, Modélisation des systèmes d'approvisionnement en eau potable, Planification et Gestion axée sur les résultats	138 agents de la DGRE, de la DGAEUE et des DRAH

2.2.4 Assistance à la maîtrise d'ouvrage communale

Cette assistance a consisté à la facilitation du dialogue ONEA/Communes/Bureaux d'études pour la mise en œuvre de l'extension des réseaux d'AEP (Houndé, Diébougou et Gaoua) qui s'est traduit par la réalisation d'une étude de faisabilité de l'approvisionnement en eau potable des zones non loties de Houndé à l'image du projet quartiers périphériques de Ouagadougou.

2.2.5 Assistance du Programme Eau et Assainissement de la Banque Mondiale

L'assistance du PEA Banque Mondiale a porté sur :

- l'élaboration de la stratégie d'extension des services d'eau potable et d'assainissement aux populations défavorisées des quartiers urbains et péri urbains ;
- l'évaluation des compétences locales et l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités en assainissement dans 49 centres ONEA.

III. BILAN D'EXECUTION FINANCIERE 2012

3.1 Milieu rural

3.1.1 Bilan financier global de l'AEPA

Tableau 33: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)

Financement	Prévision 2012	Dépenses 2012	Taux (%)
Budget Etat (ABS + ressources propres)	20 982,9	18 447,3	87,9
PTF (appui projets)	13 616,5	10 232,1	75,1
ONG/Associations	6 857,2	5 530,4	80,7
Communes	1 146,0	672,9	58,7
Total	42 602,8	34 882,7	81,9

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Le niveau d'exécution financière est de 81,9%. Le niveau d'exécution est très satisfaisant pour la contribution de l'Etat (ABS+ ressources propres), les PTF, les ONG/Associations et moyen pour les communes. Le faible niveau d'exécution financière au niveau des communes est lié à la faiblesse de leurs capacités techniques et en ressources humaines.

3.1.2 Bilan financier du Cadre unifié des interventions de l'AEPA

Tableau 34 : Exécution financière du CUI selon les sources de financement (en millions de FCFA)

	Prévision 2012	Dépenses 2012	Taux (%)
Etat	3 739,9	3 453	92,3
PTF	935,1	693,3	74,1
Total	4 675	4 146,3	88,7

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

3.1.3 Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEP

Tableau 35: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)

REGIONS	Forages neufs				Puits modernes neufs				AEPS neufs			
	Programmation révisée	Montant engagé ¹	Montant payé ²	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement
Boucle du Mouhoun	1 273,6	1 257,3	1 123,0	88,2	35,0	35,0	35,0	100,0	53,3	53,3	53,3	53,3
Cascades	825,9	719,6	694,5	84,1	6,3	6,3	6,3	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre	485,1	476,2	476,2	98,2	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Centre-Est	590,7	569,8	509,2	86,2	4,8	3,8	3,8	80,0	59,7	59,7	59,7	59,7
Centre-Nord	349,4	340,6	341,8	97,8	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Centre-Ouest	755,7	755,2	740,4	98,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Sud	1 468,5	1 396,8	1 297,0	88,3	12,4	12,4	10,5	85,0	25,9	25,9	25,9	25,9
Est	1 384,8	1 219,0	870,4	62,9	171,0	171,0	129,2	75,6	100,0	100,0	100,0	100,0
Hauts-Bassins	1 036,8	971,8	911,7	87,9	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5	62,5	62,5	62,5
Nord	1 011,7	765,9	740,9	73,2	47,4	47,4	47,4	100,0	93,7	93,7	93,7	93,7
Plateau-Central	982,3	682,1	557,2	56,7	0,0	0,0	0,0	0,0	77,9	77,9	77,9	77,9
Sahel	4 742,9	4 776,3	4 560,0	96,1	12,0	12,0	12,0	100,0	59,6	59,6	59,6	59,6
Sud Ouest	1 026,6	696,8	364,4	35,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	15 933,8	14 627,4	13 186,7	82,8	288,8	287,9	244,2	84,6	3 179,8	2 797,0	2 189,1	68,8

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Le montant total dépensé pour les réalisations des ouvrages d'approvisionnement en eau potable est de 21 527,1 millions FCFA pour une prévision de 26 269,5 millions FCFA soit un taux moyen de 81,95%. Ce taux d'exécution s'est amélioré par rapport à celui de 2011 où il était de 74%.

Au titre des réalisations des nouveaux ouvrages d'approvisionnement en eau, le montant total dépensé est de 15 620 millions FCFA pour une prévision de 19 402,5 millions FCFA, soit un taux moyen de 80,5%. Les taux d'exécution financière des forages, des puits et des AEPS sont respectivement de 82,8% ; 84,6% et de 68,8%.

¹ Montant engagé : c'est le montant du contrat signé par les parties prenantes pour la réalisation des ouvrages ou activités d'AEPA. Pour les fonds exécutés par l'Etat (fonds propres, ABS, subventions...), l'engagement doit requérir le visa du contrôle financier

² Montant payé : c'est le montant versé au prestataire. Dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage délégué c'est le montant constaté dans le Circuit Intégré de la Dépense transféré aux agences d'exécutions (AGETEER et FEER) pour le paiement des prestataires.

Tableau 36: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)

REGIONS	Forages réhabilités				Puits réhabilités				AEPS réhabilités				Extension AEPS			
	Programmat ion révisée	Montant engagé	Montan t payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programma tion révisée	Montan t engagé	Montan t payé	Taux de réalisatio n sur base paiement	Programmati on révisée	Montan t engagé	Montan t payé	Taux de réalisatio n sur base paiement	Programmati on révisée	Montan t engagé	Montan t payé	Taux de réalisatio n sur base paiement
Boucle du Mouhoun	918,4	911,0	911,0	99,2	2,6	2,6	2,6	100,0	28,0	28,0	28,0	100,0	97,0	97,0	97,0	100,0
Cascades	202,0	183,0	183,0	90,6	1,4	1,4	1,4	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre	259,3	234,4	234,4	90,4	4,5	1,5	1,5	33,3	39,2	39,2	0,0	0,0	35,0			0,0
Centre-Est	219,7	219,6	219,6	100,0	2,7	2,7	2,7	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Nord	764,3	764,2	514,7	67,3				0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Ouest	454,1	454,1	454,1	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	3,5	3,5	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Sud	440,8	383,9	371,0	84,2	4,9	2,6	2,5	50,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Est	441,8	405,1	313,5	71,0				0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauts-Bassins	507,14	449,14	449,14	88,6	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	0,0	0,0	0,0	20,0	20,0	20,0	100,0
Nord	316,5	311,3	311,3	98,3	0,0	0,0	0,0	0,0	79,2	79,2	38,0	48,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Plateau-Central	679,8	680,9	598,6	88,1	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	5,2	5,2	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sahel	705,1	697,6	629,6	89,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sud Ouest	616,1	529,2	513,8	83,4	0,0	0,0	0,0	0,0	16,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	6 524,9	6 223,3	5 703,8	87,4	16,1	10,8	10,7	66,3	173,6	155,1	74,7	43,0	152,0	117,0	117,0	77,0

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Le montant total dépensé pour les réhabilitations des ouvrages d'approvisionnement en eau potable est d'un montant de 5 906,2 millions FCFA pour une prévision de 6 866,7 millions FCFA soit un taux moyen de 86%. Les taux d'exécution financière des réhabilitations de forages, des puits, des AEPS et des extensions d'AEPS sont respectivement de 87,4% ; 66,3% ; 43% ; et de 77%.

3.1.4 Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)

Tableau 37: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)

REGIONS	Constructions de blocs de latrines dans les écoles				Construction de blocs de latrines dans les CSPS				Construction de blocs de latrines dans les lieux publics				Construction de latrines familiales			
	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement
Boucle du Mouhoun	124,9	116,9	116,9	93,6	11,0	11,0	11,0	100,0	29,0	29,0	26,2	90,3	319,1	276,8	223,9	70,2
Cascades	31,5	20,5	18,9	60,0	142,3	34,3	8,2	5,7	8,4	8,4	8,4	100,0	196,6	196,6	139,0	70,7
Centre	64,3	58,7	58,7	91,4	5,0	5,0	5,0	100,0	25,0	24,1	24,1	96,4	214,1	208,2	208,2	97,2
Centre-Est	175,2	74,9	73,0	41,6	7,1	1,2	1,2	17,5	11,2	9,1	9,1	81,6	476,9	466,5	449,8	94,3
Centre-Nord	37,8	37,8	37,8	100,0	11,6	11,6	11,6	100,0	7,9	7,9	7,9	100,0	381,9	339,8	247,8	64,9
Centre-Ouest	225,0	225,0	225,0	100,0	112,5	112,5	112,5	100,0	95,0	95,0	95,0	100,0	479,3	279,3	271,3	56,6
Centre-Sud	63,9	57,9	56,7	88,6	4,0	4,0	0,0	0,0	224,1	224,1	99,7	44,5	147,7	142,7	136,9	92,7
Est	47,4	43,4	42,3	89,3	4,5	4,5	2,3	50,0	17,2	14,6	5,9	34,5	425,5	384,5	254,0	59,7
Hauts-Bassins	160,1	77,3	77,3	48,3	47,2	47,2	4,0	8,5	2,6	2,6	2,6	100,0	447,0	325,0	222,1	49,7
Nord	137,2	21,5	21,5	15,7	39,0	36,4	21,4	54,9	69,2	65,5	37,0	53,4	172,6	172,6	172,6	100,0
Plateau-Central	181,9	41,8	40,6	22,3	6,48	6,48	6,33	97,7	21,0	17,8	17,8	84,9	374,6	367,8	345,5	92,2
Sahel	119,0	108,6	107,6	90,4	42,0	41,7	41,7	99,4	33,6	25,8	25,8	76,8	172,8	155,3	138,8	80,3
Sud-Ouest	256,4	245,0	224,3	87,5	20,7	2,6	1,3	6,0	5,5	2,1	2,1	37,5	207,7	188,5	170,5	82,1
TOTAL	1624,5	1129,4	1100,5	67,7	453,4	318,5	226,4	49,9	549,7	526,0	361,5	65,8	4015,8	3503,5	2980,5	74,2

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Le montant total payé pour les ouvrages d'assainissement EUE est de 5007,2 millions FCFA pour une prévision globale de 7885,9 millions FCFA soit un taux d'exécution relativement faible de 63,5%. Le taux d'exécution du budget d'investissement a connu une augmentation par rapport à celui de l'année 2011 qui était de 63,56%.

Au titre des réalisations des nouveaux ouvrages d'assainissement, le montant total payé est de 4982,3 millions FCFA pour une prévision de 7841,2 millions FCFA soit un taux moyen de 63,5%. Les taux d'exécution financière des latrines scolaires, des latrines dans les CSPS, des latrines publiques et des latrines familiales sont respectivement de 67,7% ; 49,9% ; 65,8% et de 74,2%.

Tableau 38: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)

Régions	Réhabilitation de blocs de latrines dans les écoles				Réhabilitation de blocs de latrines dans les CSPS				Réhabilitation de blocs de latrines dans les lieux publics				Réhabilitation de latrines familiales			
	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement
Boucle du Mouhoun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,0
Cascades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre	21,3	21,1	21,1	99,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Est	4,4	2,2	2,2	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,7	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Nord	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Ouest	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Est	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauts-Bassins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nord	0,7	0,7	0,7	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Plateau-Central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sahel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sud-Ouest	13,4	0,3	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	39,8	24,2	24,0	60,2	4,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,7	100,0	0,2	0,2	0,2	100,0

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Au titre des réhabilitations des ouvrages d'assainissement, le montant total payé est de 24,9 millions FCFA pour une prévision de 44,7 millions FCFA soit un taux moyen de 55,6%. Les taux d'exécution financière des latrines scolaires, des latrines publiques et des latrines familiales sont respectivement de 60,2% ; 100% et de 100%.

Tableau 39: Réalisations financières des constructions de puisards domestiques

REGIONS	Nouvelles réalisations			
	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement
Boucle du Mouhoun	2,6	2,6	2,6	100,0
Cascades	10,1	10,1	1,6	15,6
Centre	1,0	1,0	1,0	100,0
Centre-Est	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Nord	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre-Ouest	13,5	0,0	0,0	0,0
Centre-Sud	0,0	0,0	0,0	0,0
Est	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauts-Bassins	0,0	0,0	0,0	0,0
Nord	0,1	0,1	0,1	100,0
Plateau-Central	0,0	0,0	0,0	0,0
Sahel	0,0	0,0	0,0	0,0
Sud Ouest	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	27,4	13,8	5,3	19,4

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Tableau 40: Bilan financier des éléments de subvention des latrines familiales (briques et dalles) du budget de l'Etat 2012

REGIONS	Briques et dalles			
	Programmation révisée	Montant engagé	Montant payé	Taux de réalisation sur base paiement
Boucle du Mouhoun	142,2	142,2	0	-
Cascades	0	0	0	-
Centre	105,9	105,9	92,6	87,4
Centre-Est	0	0	0	-
Centre-Nord	197,7	197,7		0,0
Centre-Ouest	0	0	0	-
Centre-Sud	0	0	0	-
Est	246,5	246,5	215,5	87,4
Hauts-Bassins	234,7	234,7		0,0
Nord	0	0	0	-
Plateau-Central	0	0	0	-
Sahel	39,5	39,5		0,0
Sud-Ouest	204	204	0	0,0
TOTAL	1170,4	1170,4	308,1	26,3

Source : Rapport d'exécution du BPO 2012-2014

Au titre du budget de l'Etat, gestion 2012, le montant consacré aux éléments de la subvention (confection des dalles et de briques) s'élevait à 1 170,4 millions de FCFA. Le taux d'exécution financière sur la base des paiements s'élève à 26,3%. Cette faiblesse du taux s'explique une fois encore par la défaillance technique et financière des entreprises qui a abouti à la résiliation de la quasi-totalité des marchés sauf ceux de la région du Centre et de la région de l'Est.

3.2 Milieu urbain

3.2.1 Bilan financier global en millions de FCFA

Tableau 41 : Taux d'exécution financière globale

	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Total ONEA	25 051	22 896,7	91,4

Source : ONEA, 2012

Le taux d'exécution financière globale est de 91,4%. Ceci est le résultat d'une exécution de 97% pour l'eau potable et de 70% pour l'assainissement (voir le tableau suivant).

3.2.2 Bilan financier des réalisations AEP (en millions de FCFA)

Tableau 42 : Taux d'exécution financière de l'AEP

	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Financements extérieurs	13 722	12 651,5	92,2
Financements propres	5 907	6 442, 4	109,1
TOTAL	19 629	19 093,9	97,3

Source : ONEA, 2012

Le montant financier des réalisations du volet eau potable s'élève à 19 093,9 millions de FCFA sur une prévision de 19 629 millions soit un taux de réalisation de 97%.

3.2.3 Bilan financier des réalisations AEUE (en milliers de FCFA)

Tableau 43 : Taux d'exécution financière de l'AEUE

	Prévision	réalisation	Taux (%)
Financements extérieurs	5 053	3 752,2	74,3
Financements propres	369	50,6	13,7
TOTAL	5 422	3 802,8	70,1

Source : ONEA, 2012

Les réalisations de l'assainissement elles s'élèvent à 3 802,8 millions de FCFA sur une prévision de 5 422 millions soit un taux d'exécution de 70,1%.

IV. ANALYSE DES PERFORMANCES ET EVOLUTION DES INDICATEURS

4.1 Eau potable

4.1.1 Milieu rural

4.1.1.1 Fonctionnalité des ouvrages

Tableau 44 : Taux de fonctionnalité des PEM et des AEPS en 2012

Région	PEM équipés de pompe			AEPS		
	Nombre Total de PEM équipés	Nombre de PEM équipés fonctionnels	Taux de fonctionnalité (%)	Nombre Total d'AEPS	Nombre d'AEPS fonctionnels	Taux de fonctionnalité (%)
Boucle du Mouhoun	3 355	2 711	80,8	88	53	64,8
Cascades	1 589	1 422	89,5	34	30	88,2
Centre	1 939	1 616	83,3	46	40	91,3
Centre-Est	4 207	4 042	96,1	31	20	80,6
Centre-Nord	4 798	4 221	88,0	42	24	71,4
Centre-Ouest	4 153	3 383	81,5	60	43	73,3
Centre-Sud	2 978	2 720	91,3	55	48	90,9
Est	4 067	3 643	89,6	58	44	77,6
Hauts-Bassins	2 509	2 007	80,0	70	58	82,9
Nord	3 803	3 057	80,4	107	76	76,6
Plateau-Central	3 610	3 194	88,5	29	19	79,3
Sahel	3 271	2 824	86,3	53	37	71,7
Sud-Ouest	2 610	2 204	84,4	16	13	81,3
National	42 859	37 014	86,4	689	505	77,9

Source: INO 2012

A la faveur des activités réalisées en 2012 en termes de réhabilitation, de réparation et de réalisations de nouveaux ouvrages, le taux de fonctionnalité des PEM est passé de 85% en 2011 à 86,4% en 2012 et celui des AEPS de 70,7% à 77,9%.

Concernant les PEM, six (6) régions ont un taux de fonctionnalité supérieur à la moyenne nationale de 86,4 % : les régions du Centre-Est (96,1%), du Centre-Sud (91,3%), de l'Est (89,6%), des Cascades (89,5%), du Plateau Central (88,5%) et du Centre-Nord (88%). Les plus faibles taux de fonctionnalité sont observés dans la région des Hauts-Bassins (80%), du Nord (80,4%) et de la Boucle du Mouhoun (80,6%).

Pour ce qui concerne les AEPS, Six (6) régions ont un taux de fonctionnalité inférieur à la moyenne nationale de 77,9%: les régions de la Boucle du Mouhoun (64,8%), du Centre-Nord (71,4%), du Sahel (71,7%), du Centre-Ouest (73,3%), du Nord (76,6%) et de l'Est (77,6%).

4.1.1.2 Taux d'accès à l'eau potable

Tableau 45 : Evolution du taux d'accès à l'eau potable par région (%)

REGION	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
							Sans les PEM de plus de 30 ans	Avec les PEM de plus de 30 ans
Boucle du Mouhoun	42,1	45,0	47,8	49,3	50,5	54,3	53,8	59,0
Cascades	45,4	45,8	46,9	49,1	48,4	53,0	51,32	54,6
Centre	54,1	55,3	55,2	55,9	58,3	60,0	65	69,3
Centre-Est	57,9	59,3	61,1	63,4	66,3	67,8	68,04	70,4
Centre-Nord	62,4	62,9	63,4	64,1	62,8	65,9	64,78	69,0
Centre-Ouest	54,4	54,7	54,9	55,0	56,9	58,0	60,76	64,3
Centre-Sud	67,9	68,6	70,8	70,9	71,4	73,9	76,33	79,3
Est	45,8	46,3	47,1	48,1	48,8	47,3	48,64	50,2
Hauts-Bassins	38,0	40,6	40,7	41,4	41,7	47,7	48,9	51,7
Nord	53,1	55,9	59,4	61,1	65,5	67,8	67,26	71,4
Plateau-Central	66,5	68,2	70,6	69,9	71,5	71,4	73,38	77,2
Sahel	35,2	35,1	33,9	35,3	42,2	42,9	47,65	51,8
Sud-Ouest	64,0	65,3	65,2	63,6	62,7	66,4	65,62	68,5
National	51,5	52,8	54,0	54,9	56,6	58,5	59,5	63,0

Source: INO 2012

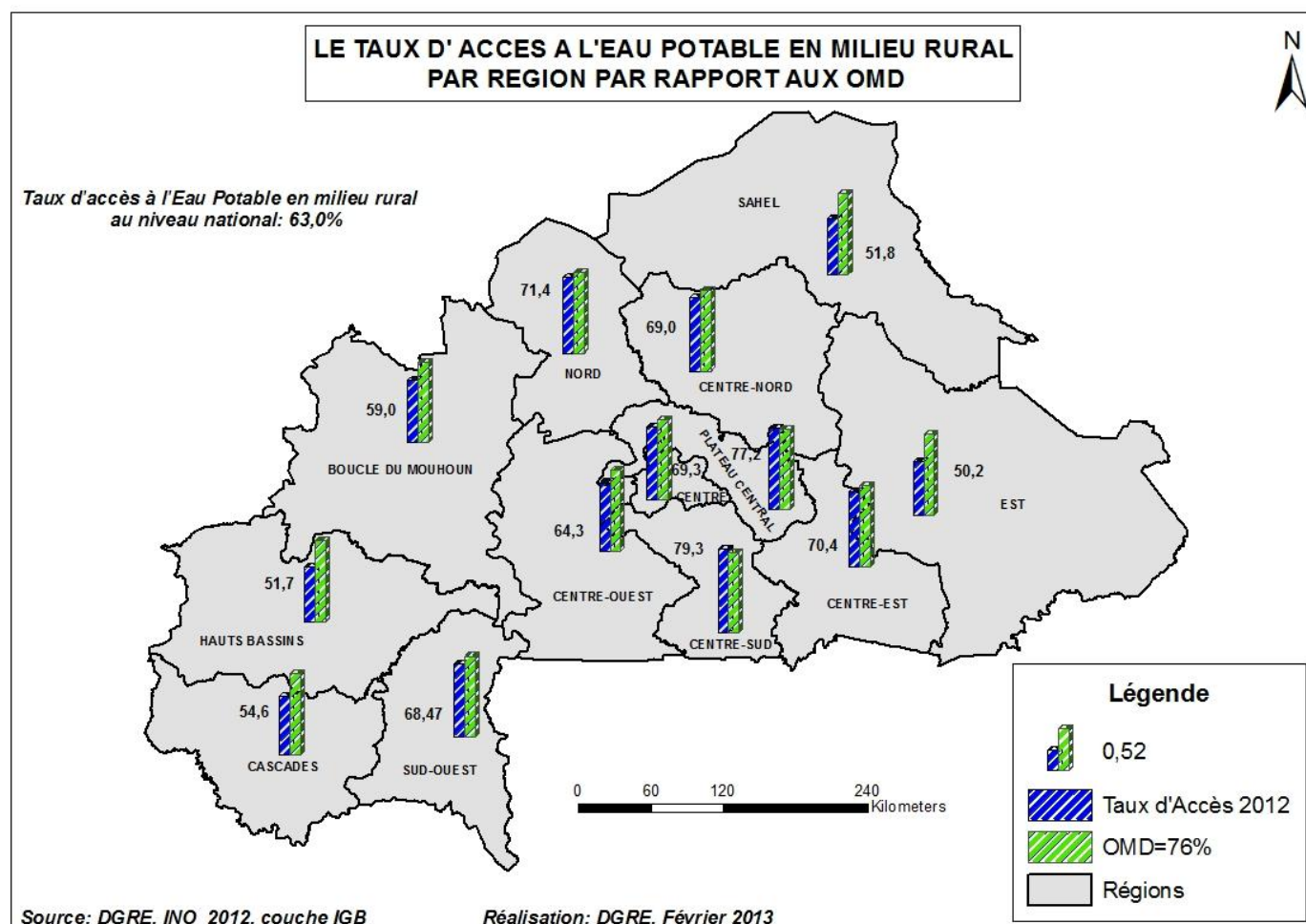
Les réalisations et les réhabilitations faites en 2012 ont permis de desservir 305409 personnes additionnelles en eau potable contre 389 997 personnes additionnelles desservies en 2011. Le recul de taux d'accès entre 2011 et 2012 (sans les forages de plus de 30 ans) dans certaines régions s'explique par le poids démographique annuel mis en rapport avec les nouvelles réalisations.

Jusqu'en 2011, le taux d'accès était calculé en excluant les PEM dont l'âge était supérieur à 30 ans même s'ils étaient fonctionnels au moment de l'inventaire. Le suivi annuel de l'état du parc des ouvrages d'eau potable en milieu rural à travers les points focaux communaux permet de faire le point sur l'état de fonctionnement de chaque ouvrage. Les campagnes de réhabilitation des ouvrages entamées avec notamment le transfert annuel des ressources aux communes depuis 2009, contribuent à remettre en état de bon fonctionnement certains ouvrages. Ces raisons ont conduit les acteurs du secteur à prendre la décision d'inclure dans le calcul du taux d'accès l'ensemble des ouvrages productifs quel que soit leur âge.

Le taux d'accès calculé en fin 2012, sans tenir compte du critère d'âge, a permis de prendre en compte 430 477 personnes additionnelles qui étaient considérées comme n'ayant pas accès à l'eau potable. Ce qui fait passer le taux d'accès de 58,5% en 2011 à 63% en 2012 soit 7 773 819 personnes desservies sur une population totale de 12 343 444 habitants en milieu rural.

Le niveau de progression du taux d'accès est toujours en deçà de la performance souhaitée car la cible de 64% en 2012 n'est pas atteinte.

Figure 1: Carte comparative du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural par rapport à la cible OMD



Le taux d'accès présente des disparités au niveau des régions. En effet cinq régions ont un taux d'accès inférieur à celui national : les régions de l'Est (50,2%), des Hauts Bassins (51,7%), du Sahel (51,8%), des Cascades (54,6%) et de la Boucle du Mouhoun (59%).

L'analyse comparative du niveau atteint par rapport aux OMD fait ressortir que des efforts considérables restent à fournir dans les régions de l'Est, du Sahel et des Hauts Bassins où les écarts sont plus importants.

4.1.1.3 Estimations des besoins OMD

Tableau 46 : Analyse comparative des réalisations de 2012 par rapport à la prévision OMD

Ouvrages d'AEP	Prévision OMD 2012	Réalisation 2012	Taux d'atteinte (%)
PEM communautaires neufs	1 634	1 529	93,6
PEM institutionnels (école et CSPS) neufs	1061	386	36,4
AEPS neuves	74	62	83,8

Source: INO 2012

Les réalisations de l'année 2012 sont en deçà des prévisions pour l'atteinte des OMD. Au niveau des PEM communautaires et des AEPS, les taux d'atteinte sont satisfaisants, soient 93,6% et 83,8% respectivement. Par contre le taux d'atteinte des OMD est faible au niveau des PEM institutionnels.

Tableau 47 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en PEM (puits ou forages) pour l'atteinte des OMD

Régions	Besoins en PEM communautaire s (forages et puits) pour atteindre les OMD ³	Réalizations communautaires de PEM						Cumul des réalisations communautaires de PEM 2007-2012	Gap 2013-2015 en PEM pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012		
Boucle du Mouhoun	1 794	215	263	109	83	113	71	854	940
Cascades	626	25	81	41	46	109	69	371	255
Centre	179	68	26	35	64	43	58	294	0
Centre-Est	926	154	199	106	149	93	124	825	101
Centre-Nord	1 141	81	96	74	92	133	55	531	610
Centre-Ouest	1 023	99	75	79	107	83	118	561	462
Centre-Sud	755	97	153	55	50	104	161	620	135
Est	1 397	97	130	90	110	110	168	705	692
Hauts-Bassins	999	138	63	36	33	92	69	431	568
Nord	1 266	208	226	175	129	105	101	944	322
Plateau-Central	608	120	184	56	114	114	68	656	0
Sahel	1 817	62	90	71	111	328	390	1052	765
Sud-Ouest	633	79	90	48	33	64	77	391	242
National	13 163	1 443	1 676	975	1 121	1 491	1 529	8235	5 092

Source : INO 2012

Des estimations faites sur la base des normes et critères d'équipement adoptés en 2006, les besoins en points d'eau modernes communautaires ont été actualisés en juin 2010 en prenant en compte les résultats du RGPH 2006.

Le tableau suivant présente au 31/12/2012 les réalisations annuelles et le nombre d'ouvrage à réaliser pour l'atteinte des OMD. Au total 13 163 PEM communautaires devraient être réalisés d'ici à 2015 pour satisfaire le besoin en termes d'équipement selon les critères du PN-AEPA. En 2012, il se dégage un besoin estimé à 5 092 PEM communautaires pour l'atteinte des OMD.

Tableau 48 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en AEPS pour l'atteinte des OMD

REGIONS	Besoins OMD en AEPS	Réalisation d'AEPS							Gap en AEPS 2013-2015 pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	Cumul des AEPS 2007-2012	
Boucle du Mouhoun	77	9	9	13	3	0	4	38	39
Cascades	18	0	3	11	1	1	2	18	0
Centre	4	4	3	3	1	9	5	25	0
Centre-Est	51	1	6	5	1	2	6	21	30
Centre-Nord	53	2	4	6	3	2	3	20	33
Centre-Ouest	65	13	8	0	4	2	3	30	35
Centre-Sud	21	0	1	2	8	5	8	24	0
Est	54	4	2	2	6	1	5	20	34
Hauts-Bassins	51	8	4	6	5	0	2	25	26
Nord	39	7	9	9	3	7	9	44	0
Plateau-Central	26	1	0	2	2	2	5	12	14
Sahel	34	1	3	3	4	4	9	24	10
Sud-Ouest	26	2	5	0	0	0	1	8	18
National	519	52	57	62	41	35	62	309	239

Source : INO 2012

³Extrait des résultats de l'actualisation du fichier village de la BD-INO avec celui de l'INSD.

Sur la base des besoins estimés dans le document du PN-AEPA pour améliorer le service d'eau potable dans les chefs-lieux de communes et les villages de plus de 3 500 habitants, 239 AEPS doivent être réalisées pour satisfaire les besoins.

Tableau 49 : Cumul des réalisations de bornes fontaines et estimation des besoins pour l'atteinte des OMD

Région	Besoins OMD ⁴ en Bornes fontaines	Réalisation de Bornes Fontaines							Gap en équivalent bornes fontaines 2013-2015 pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	Cumul équivalent bornes fontaines 2007-2012	
Boucle du Mouhoun	996	17	28	44	11	0	19	119	877
Cascades	208	0	8	41	6	3	4	62	146
Centre	104	16	20	13	0	50	17	116	0
Centre-Est	551	1	2	39	3	15	30	90	461
Centre-Nord	715	2	21	27	14	3	11	78	637
Centre-Ouest	816	33	31	0	5	5	11	85	731
Centre-Sud	218	0	2	3	29	12	21	67	151
Est	645	5	5	5	20	5	10	50	595
Hauts-Bassins	754	20	16	24	32	0	12	104	650
Nord	472	24	27	55	10	7	23	146	326
Plateau-Central	340	2	0	1	13	9	27	52	288
Sahel	381	4	13	16	6	11	25	75	306
Sud-Ouest	116	6	24	0	0	0	7	37	79
National	6316	130	197	268	149	120	217	1 081	5 247

Source : INO 2012

En termes de bornes fontaines, le besoin pour l'atteinte des OMD est de 5 247.

4.1.2 Milieu urbain

Tableau 50 : Récapitulatif des réalisations physiques en AEP depuis le démarrage du PN-AEPA

	Capacité de production (forages et stations de pompes m³/j)	Capacité de stockage (châteaux et bâches m³)	Réseau (Km)	BP (nbre)	BF (nbre)
Prévision 2015	64 863	28 000	3 227	172 096	2 631
Réalisations 2007	940	13 000	657	37 374	425
Réalisations 2008	7 332	2 000	475	12 076	139
Réalisations 2009	820	150	333	17 307	120
Réalisations 2010	1 688	4 150	362	18 314	156
Réalisations 2011	32 544	300	399	31 719	273
Réalisations 2012	3 296	8 500	603	27 993	296
Cumul des réalisations 2007-2012	46 348	28 100	2 830	145 294	1 409
Taux (%)	71	100	88	84	54
Gap 2013-2015 pour atteindre les OMD	18 515	0	397	26 802	1 222

Source : ONEA, 2012

L'analyse du tableau des performances montre que les GAP à l'exception de celui des bornes fontaines, peuvent être comblés à l'horizon 2015. En effet les prévisions physiques 2013 de la capacité de production et du réseau permettront

⁴ Données extraites du document du PN-AEPA.

de couvrir leurs GAP. Pour ce qui est des branchements privés, le taux annuel d'exécution montre que ce GAP sera comblé sur les deux années à venir

Accès à l'eau potable

Tableau 51 : Evolution du taux d'accès à l'eau potable

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Cible 2015
Taux d'accès à l'eau potable (%)	68	70	72	75	80	84	87
Personnes supplémentaires ayant accès à l'eau potable x10 ⁶	0,414	0,570	0,755	0,985	1,290	1,620	1,800

Source : ONEA, 2012

Le taux d'accès à l'eau potable en 2012 est de 84% et dépasse la cible annuelle contractuelle 2012 (83%) d'un point. La population additionnelle desservie en eau potable depuis 2007 est de 1,620 millions personnes pour une cible de 1,800 millions en 2015. Avec une progression d'un point par an, la cible de l'accès en 2015 de 87% sera atteinte.

4.2 Assainissement des eaux usées et excreta

4.2.1 Milieu rural

Tableau 52 : Analyse comparative des réalisations de 2012 par rapport à la prévision OMD

Ouvrages d'assainissement	Prévision OMD 2012	Réalisations 2012	Taux de d'atteinte (%)
Réalisation de latrines familiales	78 388	26 943	34,37
Réalisation de puisards domestiques	11 954	403	3,37
Réhabilitation de latrines familiales	22 468	38	0,17
Réalisation de latrines publiques	1 219	294	24,12
Réalisation de latrines dans les écoles	520	562	108,08
Réalisation de latrines dans les CSPS	153	169	110,70

Source : BPO 2012-2014; Collecte de données assainissement 2012

Les réalisations au niveau des écoles et des CSPS ont dépassé les prévisions pour l'atteinte des OMD au titre de l'année 2012. En effet, la réalisation de latrines institutionnelles dans les écoles et les CSPS a été très satisfaisante puisqu'elle a permis d'obtenir respectivement 562 et 169 ouvrages pour des prévisions OMD de 520 et de 153 latrines pour 2012.

Quant à l'assainissement familial, le taux d'atteinte des OMD de 34,4% est faible. En effet, ce taux correspond à 26 943 ouvrages réalisés contre une prévision OMD de 78 388, soit un écart de 51 445 latrines. Beaucoup d'efforts reste donc à consentir pour l'atteinte des OMD pour ce qui est de la réalisation des ouvrages surtout familiaux.

Tableau 53 : Cumul des réalisations annuelles des ouvrages d'assainissement

Ouvrages d'assainissement	Besoins OMD 2007-2015	Réalizations							Besoins OMD 2013-2015
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	Cumul 2007-2012	
Ecoles	5 391	428	421	913	448	916	562	3 688	1 703
CSPS	1 145	0	76	126	89	226	169	686	459
Lieux publics	5 724	68	50	143	225	360	294	1 140	4 584
Familiaux	395 118	4 325	13 890	3 306	11 923	8 988	26 943	69 375	325 743

Source : BPO 2012-2014 ; Collecte de données assainissement 2012

Selon le tableau ci-dessus le nombre d'ouvrage restants à réaliser pour l'atteinte des OMD est de 325 743 pour les latrines familiales, 4 584 pour les latrines dans les lieux publics, 1 703 pour les latrines dans les écoles et 459 pour celles dans les CSPS.

Au regard de ces résultats, il est évident que les objectifs de 2015, seraient difficiles à atteindre. De ce fait, des initiatives après 2015 devront être entreprises si l'on veut gagner le pari de l'assainissement dans notre pays.

Tableau 54 : Taux d'équipement des centres de santé en latrines

REGIONS	Nombre de CSPS équipés en latrines	Nombre total de CSPS	Taux d'équipement des CSPS en latrines
BOUCLE DU MOUHOUN	153	170	90,0
CASCADES	69	69	100,0
CENTRE	72	74	97,0
CENTRE-EST	109	111	98,5
CENTRE-NORD	123	127	97,0
CENTRE-OUEST	136	152	89,6
CENTRE-SUD	83	90	92,4
EST	96	112	86,1
HAUTS-BASSINS	128	145	88,4
NORD	161	172	93,5
PLATEAU CENTRAL	108	116	93,2
SAHEL	61	71	85,4
SUD-OUEST	75	82	90,9
TOTAL	1374	1491	92,2

Source : Collecte de données assainissement 2012

Au 31 décembre 2012, 1 491 CSPS sur 1 374 étaient équipés en latrines, soit un taux d'équipement de 92,2%. Ce taux a connu une évolution comparativement à celui de 2011 qui était de 88%.

4.2.2 Milieu urbain

Tableau 55 : Récapitulatif des réalisations physiques en assainissement depuis le démarrage du PN-AEPA

	PSA (nbre)	Assainissement familial (nbre)	Assainissement public (nbre)	Station d'épuration (nbre)	Réseau collectif (km)	Raccordés au réseau (nbre)
Prévision 2015	56	222 000	900	1	93	2 688
Réalisations 2007	2	48 902	0	0	0	0
Réalisations 2008	6	7 777	159	1	0	229
Réalisations 2009	11	8 664	178	0	14	126
Réalisations 2010	0	3 458	173	0	21	415
Réalisations 2011	27	10 218	231	0	2	3
Réalisations 2012	0	16 306	255	0	23	154
Cumul des réalisations 2007-2012	46	95 325	999	1	60	927
Taux (%)	84	43	111	100	65	34
Gap 2013-2015 pour atteindre les OMD	10	12 6675	0	0	33	1 761

Source : ONEA, 2012

Le rythme d'exécution des années passées des latrines familiales est de 45% après sept années de réalisation.

Toutefois la réorientation de la stratégie de développement de la demande sur les réhabilitations de latrines traditionnelles permettra de booster le rythme d'exécution des latrines familiales.

Accès à l'assainissement

Tableau 56 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Cible 2015
Taux d'accès à l'assainissement	15%	17%	19%	21%	24%	27%	57%
Personnes supplémentaires ayant accès à l'assainissement x 10 ⁶	0,053	0,130	0,199	0,322	0,440	0,616	2,100

Source : ONEA, 2012

Le taux d'accès à l'assainissement en 2012 est de 27%, ce taux n'a pas atteint la cible annuelle contractuelle 2012 qui était de 31%. Quant à la population additionnelle desservie, elle est de 0,616 million de personnes pour une cible de 2,1 millions en 2015.

V. FINANCEMENT DU PN-AEPA

5.1 Milieu rural

5.1.1 Indicateur de performance financière

Tableau 57 : Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement (en millions de FCFA)

	Coût du PN-AEPA en milieu rural	Financement acquis	Taux (en %)
PN-AEPA	406 000	267 108	65,8

Source : Plan de Financement DGRE, 2013

Coût du PN-AEPA en milieu rural : document de programme du PN-AEPA à l'horizon 2015.

En fin 2012, près de 66% du financement nécessaire au programme est mobilisé.

5.2 Milieu urbain

5.2.1 Mobilisation des ressources : volume et répartition des financements

Tableau 58 : Répartition du financement acquis du PN-AEPA selon les sources (financements externes, internes, ONG)

Opération	Coûts Millions FCFA (a)	AFD	AFD/QP	UE	ORET	KFW	BAD	AFD/ BEI	Danida	IDA	ONEA	Etat	ABS	BELGE	BEI RELIQUAT	SEDIF	BID	Total financé Millions FCFA (b)	Taux (b/a.100)
AEP																			
Ouagadougou																			
Système de production								4950			630							5580	
Système d'adduction				2080	2260	1130		6660									6000	18130	
système de distribution			1100		1170	1690		9940		5210	6550				550			26210	
Bobo-Dioulasso										11790	20							11810	
Koudougou										3160	60							3220	
Dédougou										970	10							980	
Autre centres						12790			7850		1400	0	5060	330		380		27800	
Ingénierie et supervision		150	150			330		1130		1500								3260	
Assistance MOZ		1110								1960								3070	
Imprévus		50	60	750	700			1600		4380	350							7890	
S total Eau	107950	1310	1310	2820	4130	15940	0	24280	7850	28970	9020	0	5060	330	550	380	6000	107950	100
Assainissement																			
Assainissement urbain																			
Assainissement		6850					1940			5700	1090	2810						18390	

Opération	Coûts Millions FCFA (a)	AFD	AFD/QP	UE	ORET	KFW	BAD	AFD/ BEI	Danida	IDA	ONEA	Etat	ABS	BELGE	BEI RELIQUAT	SEDIF	BID	Total financé Millions FCFA (b)	Taux (b/a.100)
autonome Ouaga																			
Assainissement autonome Bobo		1640				3650				3550								8840	
Assainissement collectif									2,73		0,67	1,35						4750	
Autres centres		790				4370							6650					11810	
Ingénierie et supervision																		0	
Imprévus																		0	
Appui institutionnel et renforcement de capacité										1500								1500	
Non alloué										280								280	
S total Ass	51000	9280	0	0	0	8020	1940	0	2730	11030	1760	4160	6650	0	0	0	0	45570	89
Total	158950	10590	1310	2820	4130	23960	1940	24280	10580	40000	10780	4160	11710	330	550	380	6000	153520	96,6

Source : ONEA, 2012

5.2.2 Indicateurs de performance financière

Tableau 59 : Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement AEP (en milliards de francs CFA)

Besoin en financement	Financement acquis	GAP
107,9	107,9	0

Source : ONEA, 2012

Tableau 60 : proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement Assainissement (en milliards de francs CFA)

Besoin en financement	Financement acquis	GAP
51	45,6	5,4

Source : ONEA, 2012

Le taux de couverture du besoin en financement eau est de 100%, tandis que celui de l'assainissement est de 89%.

VI. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

6.1 Milieu rural

Le taux d'exécution des marchés de la DGAEUE de l'année 2012 est relativement satisfaisant. En effet la quasi-totalité des marchés de fournitures et de consommables ont été exécutés sans trop de difficultés dans les délais. Cependant, on remarque la qualité de certains consommables telles que l'encre reste à désirer.

Quant au marché de travaux (Confection et livraison de briques et dalles), la quasi-totalité de contrats ont été résiliés. En effet sur les sept (07) lots seul le lot de la région du Centre (lot3) a été exécuté. Les principales raisons sont les défaillances technique et financière des entreprises qui cassent le plus souvent les prix et se retrouvent incapables d'exécuter les travaux. A cela il faut aussi ajouter les raisons sont d'ordre administratif (lenteur dans le traitement des dossiers des marchés, longue procédure de recrutement des bureaux de suivi contrôle...).

6.2 Milieu urbain

Etat d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)

Au titre de l'année 2012 quarante neuf (49) dossiers d'appel d'offres étaient inscrits au plan de passation des marchés (PPM) de l'ONEA, 46 ont été réalisés soit un taux de 94%.

Difficultés rencontrées dans la passation des marchés :

Nonobstant le bon taux d'exécution de la passation des marchés, les difficultés subsistent, dont la lourdeur de la procédure de passation, en particulier le retard mis pour l'avis de conformité et de la publication par la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics et Engagements Financiers (DGCMEF).

Perspectives et défis :

- Renforcer notre partenariat avec la (DGCMEF), notamment par l'organisation de rencontre de travail avec la DGCMEF et la formation des agents du ministère aux procédures des bailleurs de fonds ;
- Revoir l'organisation des travaux des sous commissions techniques afin de réduire les délais d'analyse, par une meilleure planification des intervenants dans les activités.

Conclusion

En milieu rural, pour l'année 2012, bien que l'accent ait été mis sur la réhabilitation des ouvrages d'AEP, le taux physique des nouvelles réalisations est satisfaisant, mais cela n'a pas permis d'atteindre la cible du taux d'accès à l'eau potable fixée à 64%. Le taux d'exécution physique est également satisfaisant pour la réalisation des latrines institutionnelles et publiques mais faible pour les latrines familiales.

Les difficultés identifiées dans la chaîne de construction des ouvrages d'AEUE sont principalement liées au manque d'activités d'IEC, d'harmonie dans les approches de la subvention et la défaillance de certaines entreprises dont les marchés ont été résiliés au cours de l'année 2013.

En milieu urbain, la réalisation des travaux eau potable et assainissement du PN-AEPA s'est déroulée de façon satisfaisante avec pour résultat principal le dépassement de la cible d'accès à l'eau potable d'un point (84% contre 83% prévu). A l'inverse, la cible 2012 du taux d'accès à l'assainissement n'a pas été atteinte malgré le très bon niveau des réalisations physiques.

On relève que des efforts ont été faits à travers le cadre unifié d'intervention notamment en matière d'accompagnement et de renforcement des capacités des acteurs aux différents niveaux de responsabilité. Ainsi un grand nombre de formations, informations ont été données ou mises à la disposition des acteurs dans des domaines très variés pour améliorer la mise en œuvre et l'appropriation du PN-AEPA.

Dans l'ensemble le progrès en matière d'approvisionnement en eau potable reste appréciable. Par contre l'évolution au niveau de l'assainissement vers les objectifs de 2015 est toujours à la traîne malgré la campagne de plaidoyer.